

Numéro 143 du 14 février 1983 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

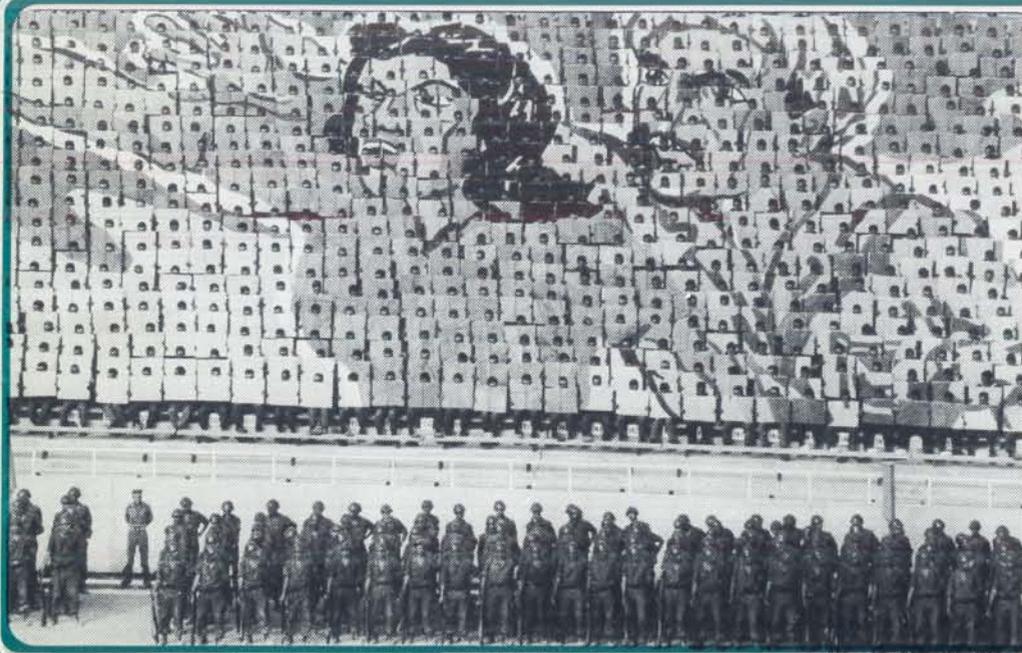
INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



MEXIQUE

L'austérité
frappe
d'entrée



ALGERIE

La montée
de
l'intégrisme
islamique

TCHECOSLOVAQUIE

Une nouvelle orientation pour l'opposition ?

Sommaire du numéro 143 du 14 février 1983

3	MEXIQUE	L'austérité du gouvernement de Miguel de la Madrid frappe d'entrée	Arturo ANGUIANO
7	SUEDE	Le gouvernement social-démocrate revient, l'austérité demeure ...	Ingrid HEDSTROM
9	—	« Ce n'est pas pour faire cette politique que les sociaux-démocrates ont été élus ... »	Parti Socialiste, section suédoise de la IVe Internationale
10	PORTUGAL	Après la défaite de la droite aux élections municipales, le Parlement est dissous	Francisco LOUÇA
12	TCHÉCOSLOVAQUIE	Une nouvelle orientation pour l'opposition ?	Anna LIBERA
13	—	Lettre du Comité préparatoire des syndicats libres à Solidarité-Varsovie	
14	—	Déclaration du Comité préparatoire des syndicats libres	
15	ALGERIE	La montée de l'intégrisme islamique et la lutte pour la laïcité de l'Etat	« ET TALIAA », journal du GCR
19	TURQUIE	La Constitution : une tentative pour résoudre les contradictions économiques et sociales du régime	Cihangir ORHUN
23	CHYPRE	Pour un vote socialiste aux présidentielles de février 1983	Costas STAVRINOS
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		ITALIE : Les travailleurs accepteront-ils le contrat social ? ITALIE : La LCR dans les mobilisations antimissiles. PORTO RICO : Un tournant du Parti socialiste portoricain (PSP). GRANDE-BRETAGNE : Thatcher contre les travailleurs du Service des eaux.	
28	POLOGNE	Liberté pour Romaszewski et ses camarades !	Cyril SMUGA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

L'austérité du gouvernement de la Madrid frappe d'entrée...

Une politique ouverte de rationalisation capitaliste

L'ENTREE dans la crise économique la plus grave de ces dernières décennies, le renforcement de l'offensive d'austérité et la riposte des masses en défense de leurs conquêtes les plus élémentaires, feront de l'année 1983 une année explosive avec une multiplication des affrontements de classe.

Les contradictions au sein de l'Etat mexicain et des différentes fractions du capital, quant à la façon de répondre à la

crise et aux ripostes des travailleurs, vont se traduire dans les faits en une lutte pour la recomposition de la forme de domination politique, en une empoignade pour le contrôle de l'appareil d'Etat. L'ampleur et la forme des réponses de la classe ouvrière et du peuple travailleur vont aussi influencer de manière décisive sur l'issue que la bourgeoisie et le gouvernement s'approprient à donner à la crise.

Arturo ANGUIANO

Les trois dévaluations de la monnaie, le peso, en un an (février, août et décembre 1982), la fuite massive de capitaux qui a conduit le pays au bord de la banqueroute, la croissance explosive de la dette extérieure jusqu'à 80 milliards de dollars US, l'inflation de presque 100 %, signifient bien plus qu'une crise financière.

Il s'agit d'une profonde crise de l'ensemble de l'économie, qui mûrit depuis plus de dix ans et dont le déclenchement révèle toutes les contradictions et les faiblesses de l'économie capitaliste arriérée du Mexique. C'est une crise de surproduction dans un contexte de récession généralisée de l'économie capitaliste internationale. Mais il s'agit aussi d'une crise profonde des conditions — déterminées par la division internationale du travail — de l'accumulation du capital au Mexique.

LA CRISE ÉCONOMIQUE S'APPROFONDIT

La faiblesse des divers secteurs productifs et leur subordination aux exigences des grandes entreprises multinationales ont conduit le gouvernement à soutenir la fragile reprise de l'économie en 1979-1981 par une croissance disproportionnée du secteur du pétrole. Mais aussitôt que s'est amorcée la baisse des prix du pétrole, au milieu de l'année 1981, la production pétrolière du pays a chuté, et le rétrécissement de la production dans l'agriculture et la plupart des branches industrielles est apparu au grand jour. En dépit de l'illusion de croissance économique, seuls le pétrole, l'industrie automobile et le bâtiment avaient continué de croître, alors que les autres secteurs déclinaient toujours plus, faute de débouchés pour leurs produits généralement destinés à la consommation somptuaire ou aux revenus élevés.

La dévaluation de février 1982 et les mesures qui ont suivi ont lancé le pays dans la récession ouverte. La fuite massive de capitaux et la spéculation sur le peso,

facilitées par la politique de l'Etat, se sont ajoutées à la dévaluation pour accélérer la montée de l'inflation. La préférence de la bourgeoisie pour des profits spéculatifs a entraîné une chute de l'investissement productif. Les restrictions budgétaires décidées par le gouvernement ont renforcé ce phénomène, avec pour conséquence générale le recul de la production et de l'emploi.

Bien que tardives, ces mesures ont changé radicalement la situation, en donnant à l'Etat la possibilité de maîtriser plus fermement la politique anticrise. Certes, la nationalisation du système bancaire a été définie — dès le début — de façon restrictive, dans le but avoué de ne pas porter préjudice à la bourgeoisie, mais bien plutôt de restaurer sa confiance. La politique économique n'a pas été modifiée et

Bidonville à Mexico. (DR)



Dans l'ensemble, les mesures économiques prises par le gouvernement au cours de l'année 1982 se sont révélées incapables de freiner la détérioration de l'économie, et n'ont servi qu'à nourrir les diverses formes de spéculation.

L'insoutenable situation de faillite virtuelle des finances publiques a reçu, de la part du gouvernement de José Lopez Portillo (1976-1982), la réponse inhabituelle de la nationalisation du système bancaire et du contrôle généralisé sur les changes (mercredi 1er septembre 1982).

les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) ont eu lieu. La politique d'austérité aux dépens des masses a été renforcée avec la mise en œuvre de la politique du gouvernement conduit par le nouveau président élu, Miguel de la Madrid.

Le programme de « remise en ordre » économique de Miguel de la Madrid correspond à l'application de l'accord avec le FMI, à savoir : réduction radicale des dépenses publiques, libération des prix, restriction des salaires, soutien au capital

et ouverture accrue aux multinationales. En un mot, un programme anticrise ouvertement capitaliste, sans la moindre concession aux masses exploitées, un programme qui vise en outre à renforcer les liens entre l'Etat et le capital, en dépassant les contradictions avivées par des mesures décidées le 1er septembre 1982.

Mais ce programme est incapable de surmonter la crise à court terme, non seulement parce qu'il s'inscrit dans un contexte global de récession capitaliste généralisée à l'échelle internationale, mais parce qu'il aboutit immédiatement à un approfondissement des contradictions, à un recul encore plus accentué de la production, à un chômage massif et à une contraction insoutenable du marché.

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est tombé d'une moyenne de 8 % dans les années 1979-1981 à -2 ou -3 % en 1982. La chute de la production est générale et affecte également le pétrole. Les branches industrielles les plus prospères, comme l'automobile et la construction, ont rejoint les autres industries sur le déclin, avec réduction de l'utilisation des capacités productives, réduction des équipes et horaires de travail, recours au chômage technique et, y compris, fermeture d'entreprises. Pratiquement toutes les branches ont réduit leur production devant la croissance des stocks ou les difficultés d'approvisionnement en matières premières résultant du manque de devises et de la chute accélérée du peso. La production agricole a également reculé.

La chute globale de l'investissement public et privé, combinée aux décisions gouvernementales de diminuer la protection apportée aux petites et moyennes entreprises, provoque de nombreuses faillites industrielles et la multiplication de licenciements massifs, y compris dans le secteur public. Près de 900 000 travailleurs de la construction, 500 000 fonctionnaires et plusieurs centaines de milliers d'ouvriers et employés de l'industrie, tel est le bilan des licenciements pour cette première année de récession ouverte de l'économie mexicaine.

La politique de « remise en ordre économique » de Miguel de la Madrid aggrave cette situation en prétendant combattre l'ennemi « principal » de l'économie : l'inflation. Si l'inflation s'est élevée jusqu'à un taux de 100 %, c'est principalement en raison des dévaluations drastiques du peso et d'une escalade sans précédent des prix, qui est devenue un mécanisme permanent de préservation des profits de la bourgeoisie. La politique de fixation d'un plafond aux salaires, par le gouvernement, ces dernières années, a fait le jeu de la politique patronale au détriment du niveau de vie et des conditions de travail.

La lutte contre l'inflation par l'augmentation générale des tarifs publics et la libération des prix est une escroquerie pour les travailleurs. Comme le prouve l'expérience de tous les pays capitalistes où s'appliquent des politiques d'austérité analogues, l'inflation ne reculera pas, et la récession ira empirant. La résistance des

masses à l'insécurité permanente et à la difficulté de survivre peut dès lors prendre des formes explosives.

La crise généralisée de l'économie capitaliste internationale rend illusoire la prétention du gouvernement de canaliser vers l'exportation l'effort économique afin de résoudre la crise financière. La situation du marché mondial, contrôlé par les grandes entreprises multinationales et soumis à la division du travail qu'elles imposent, ne s'est pas seulement dégradée du fait de la récession. Elle est marquée par une nouvelle vague de protectionnisme imposée par les grandes puissances impérialistes. De plus, le manque de compétitivité de l'économie mexicaine réduit encore plus ses chances de percée sur le marché mondial. Au contraire, les pressions du capital multinational et de l'impérialisme tendent à ouvrir sans restrictions le marché de pays comme le Mexique à l'invasion des marchandises et des capitaux. En fait, avec l'accord passé avec le FMI et la redéfinition de sa politique, le nouveau gouvernement s'engage vers la libération du commerce extérieur et l'ouverture sans limites au capital transnational, ainsi que l'a ouvertement avoué le secrétaire d'Etat au Commerce. En 1983, le gouvernement et la bourgeoisie essaieront de faire en sorte que la crise joue à fond son rôle dans la concentration et la centralisation du capital, et dans l'attaque contre les conditions de vie, de travail et d'organisation de la classe ouvrière et des masses populaires.

CRISE POLITIQUE ET SOCIALE

La politique du nouveau gouvernement s'est traduite par une avalanche d'initiatives législatives et d'ajustements de prix des services publics dès les trente premiers jours de sa gestion. Cela signifie un retour à la politique de subordination de l'Etat aux fractions les plus puissantes du capital installé dans le pays, et qui n'a été que temporairement contestée par les mesures prises le 1er septembre 1982. En affectant la bourgeoisie financière, la nationalisation du système bancaire avait notamment rénové la force de l'Etat et donné au gouvernement la possibilité d'intervenir dans la crise avec fermeté pour discipliner les fractions de la bourgeoisie qui mettaient en danger la stabilité du système.

La restructuration du système bancaire décidée par le nouveau gouvernement marque, quant à elle, une reculade dans la nationalisation, violant cyniquement la propre législation bourgeoise, dans la mesure où la Constitution réformée par José Lopez Portillo, réserve à l'Etat le service bancaire et le crédit. Avec sa réglementation du système bancaire, le président Miguel de la Madrid a autorisé la participation du capital privé (même si c'est dans une proportion de seulement 34 %) à sa propriété et à son administration.

Moins que jamais, le système bancaire sera transformé dans sa structure (il ne s'agira pas d'une seule grande banque nationale) ni dans son fonctionnement (les

anciens dirigeants restent aux commandes). Il est évident qu'elle ne sera pas davantage dans ses objectifs de rentabilisation capitaliste. De plus, le gouvernement n'a toujours pas défini à ce jour ce qui a été exproprié en même temps que que le système bancaire, en septembre 1982, de sorte que les anciens financiers ne se sentent guère menacés dans la propriété de leurs nombreuses entreprises industrielles, commerciales et de services mises sur pied par les banques.

Le gouvernement de Miguel de la Madrid a montré, avec cette mesure de dénationalisation, qu'il visait en priorité à reconquérir la confiance des capitalistes. Mais il est allé plus loin : le nouveau chapitre de la Constitution qu'il propose réduit le rôle de l'Etat dans l'économie et garantit clairement la priorité accordée aux entreprises privées. Enfin, la levée du contrôle des changes et la dernière dévaluation de décembre 1982 ouvrent largement les portes à la spéculation.

Avec ces décisions et le gros de la politique annoncée, le gouvernement a détruit le consensus et la relégitimation de l'Etat obtenus par José Lopez Portillo grâce à la nationalisation du système bancaire et au contrôle généralisé des changes. En se cantonnant dans un rôle de garant et de bailleur de fonds du capital privé, le gouvernement sape sa propre autorité et son contrôle sur le prolétariat et les masses. La politique ouverte de rationalisation capitaliste en faveur du grand capital et sans la moindre concession matérielle au peuple travailleur va amener la grande bourgeoisie à revendiquer le contrôle direct et sans intermédiaire de l'Etat, va réduire les marges de ce dernier pour maintenir son contrôle sur les masses, et accélérer le déclin du *charrismo* (1) et des autres mécanismes de contrôle hérités du populisme (présidence de Lazaro Cardenas, 1934-1940).

Il en résultera (et c'est déjà le cas) des contradictions au sein même de l'appareil d'Etat et du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), qui peuvent même aller jusqu'à une lutte pour la redéfinition du système de domination de classe. Dans la lutte pour le contrôle de l'appareil d'Etat, c'est une fraction étroitement liée et associée à la grande bourgeoisie qui l'a provisoirement emporté.

Présentée comme « technicienne », « efficace », capable de rationaliser le capitalisme, cette couche aujourd'hui au pouvoir exprime l'ascension de cadres plus nettement capitalistes et débarrassés des oripeaux populistes et nationalistes d'antan. Ainsi, le processus amorcé avec le gouvernement de José Luis Echeverria, au début des années 1970, tendant à opérer des transformations substantielles dans la forme de domination de classe et d'accumulation du capital, tend-elle à arriver à son terme.

1. *Charrismo*, contrôle du mouvement ouvrier par l'encadrement syndical inféodé au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir, et marqué par la corruption et des méthodes de gangstérisme.

Les « politiques », et en particulier les *charros* syndicaux, qui subissent le plus directement l'impact de cette effervescence au sein de la classe travailleuse, tenteront à coup sûr de restaurer leurs positions et d'empêcher que l'impact de la crise et de la politique d'austérité ne suscite au sein des masses une résistance telle qu'elle ébranle leur contrôle. Ils chercheront à redéfinir leur contrôle dans la sauvegarde du système. Parmi les différentes fractions du *charrismo* et de la bureaucratie politique, les contradictions et modifications de rapports de forces sont appelés à ne plus cesser de se développer.

Le « catastrophisme » quant à la situation économique est utilisé par le gouvernement pour justifier idéologiquement les énormes sacrifices imposés au peuple travailleur. Conjointement, le gouvernement fait jouer comme soupape de sûreté un moralisme débridé (la lutte contre la corruption) et des mesures politiques visant à réactiver la Réforme politique : réforme municipale, démocratisation du statut administratif du District fédéral (capitale) et, probablement, de la désignation et du fonctionnement du Sénat.

Il s'agit fondamentalement de démobiler les mouvements qui pourraient surgir chez les paysans, du fait de l'absence de réponses à leurs revendications, et dans les villes, du fait de l'attaque d'envergure contre la petite bourgeoisie directement touchée par les mesures d'austérité.

L'approfondissement de la crise économique tendra donc à se combiner avec une crise politique et sociale, marquée par le fait que ce n'est pas seulement la classe ouvrière qui est frappée de plein fouet par l'austérité. On doit s'attendre à des explosions de lutte dans ces secteurs et sous les formes les plus variées. Bien que le gouvernement soit conscient de ces périls, la priorité qu'il accorde à la reconquête de la confiance de la bourgeoisie, dans le cadre des applications des accords avec le FMI, tend à réduire rapidement sa marge de manœuvre, l'injection d'un discours populiste dans sa politique d'austérité n'étant pas suffisant pour duper les masses.

Le Pacte national de solidarité proposé en décembre 1982 par le Congrès du travail (réunion de l'ensemble des confédérations syndicales) et immédiatement signé le 30 du mois avec les capitalistes et le gouvernement, est apparu comme la possibilité de créer les conditions de manipulation du prolétariat. Alors que le Congrès du travail s'engageait à ce que les syndicats acceptent des augmentations salariales minimales (25 % pour le salaire minimum alors que l'inflation est de 100 %), les patrons s'engageaient pour leur part à ne pas augmenter les prix et à investir, et le gouvernement, lui, se chargeait d'assurer un programme d'approvisionnement en produits de base et à contrôler les prix. Pourtant, quelques jours plus tard, les entreprises procédaient à un relèvement généralisé des prix et le gouvernement même, par le biais du secrétariat d'Etat au Commerce, décidait des augmentations substantielles, y compris de produits de première nécessité en

principe sous contrôle. Le Pacte national de solidarité est donc mort-né. L'austérité intransigeante rend plus que jamais possible et nécessaire le débordement du *charrismo* par la mobilisation indépendante des travailleurs.

Vu que l'austérité a entraîné une brusque réduction des dépenses sociales de l'Etat, la qualité des services publics, tels que la santé, l'éducation ou les transports, se dégrade à vue d'œil. Les conditions d'existence de la population travailleuse se détériorent encore plus, ce qui va provoquer de fortes tensions dans les centres urbains, et notamment dans les

s'est développé ces dernières années au sein même des usines et des entreprises, par le biais de délégués, de conseils, de commissions, qui permettent aux travailleurs de fourrer leur nez dans les mécanismes d'organisation du travail et d'exercer leur vigilance sur les conditions dans lesquelles ils opèrent. L'austérité privilégiée également la restructuration du processus productif dans le but d'augmenter la productivité, c'est-à-dire l'exploitation du travail, en améliorant l'organisation du temps, des mouvements, et en distribuant plus efficacement les moyens. La tendance des travailleurs de diverses entreprises de



« A bas l'austérité du PRI », manifestation du PRT durant la campagne électorale de 1982. (DR)

zones prolétariennes. Cette situation va s'aggraver avec le renchérissement des services publics, l'augmentation des impôts et l'insécurité du logement, avec son cortège de menaces d'expulsions massives.

La crise agraire, de son côté, va conduire le gouvernement à accélérer la modernisation capitaliste de l'agriculture et la frustration des espoirs de terre pour des millions de dépossédés.

Le développement de la crise sociale peut amener le gouvernement à renforcer les attaques contre les conquêtes syndicales et les droits démocratiques des masses, le droit de grève en particulier, mais aussi le droit de libre organisation. L'austérité toujours plus forte dont a besoin le capitalisme est incompatible avec la généralisation de l'organisation et de la lutte ouvrière.

La perspective de crise sociale implique la nécessité de préparer les affrontements de classe qui se profilent à l'horizon. La possibilité que de nombreux conflits sociaux remettent pratiquement en cause les *charros* et tous les bureaucrates syndicaux qui s'opposeraient à la nécessité vitale de résistance des travailleurs, créera des conditions plus favorables au développement de courants révolutionnaires et d'une avant-garde ouvrière indépendante. Mais, pour cela, ces courants doivent s'affirmer comme une alternative crédible, capable de coordonner les luttes fragmentées et d'impulser, à partir de la base, la réorganisation des grands syndicats nationaux. L'offensive bourgeoise contre les travailleurs cherche à démanteler l'organisation de classe, non seulement les syndicats indépendants et démocratiques, mais l'ensemble des organisations syndicales.

Il s'agit notamment de renverser le profond processus de réorganisation qui

pointe à contester la liberté patronale absolue de disposer de la force de travail et à défendre des revendications de contrôle sur les rythmes de production et les charges de travail, à s'opposer aux licenciements au niveau de l'atelier, est insupportable pour la bourgeoisie. C'est pourquoi les directions d'entreprise cherchent avant tout à se débarrasser des délégués syndicaux et des militants qui défendent ces formes d'organisation avancées.

Les licenciements massifs résultant des fermetures d'entreprises et de la baisse générale de la production ont objectivement affaibli la classe ouvrière et l'ont rendue prudente. Ces licenciements visent également, dans la mesure où la crise pourrait « assainir » l'économie, à préparer les conditions d'une restructuration et d'une modernisation de la production, d'un abaissement des coûts et d'une amélioration de la compétitivité des entreprises.

La lutte contre l'austérité revêt donc la forme d'une lutte pour les revendications économiques élémentaires, telles que les augmentations de salaires, l'échelle mobile des salaires, la semaine de 40 heures payée 56, le refus du chômage technique (si ce n'est avec le maintien du salaire intégral), le refus de l'augmentation des cadences de travail, le refus des licenciements, mais aussi la lutte pour les revendications qui préservent et renforcent l'organisation de la classe, telles que le droit de grève sans restrictions, la liberté d'organisation syndicale, le droit effectif à l'emploi à travers l'échelle mobile des heures de travail ...

Il est tout aussi nécessaire que les progrès dans l'organisation du prolétariat aboutissent à une clarification, à travers la lutte et l'expérience propre des travailleurs, de la signification de leur ré-

sistance, et à une rupture durable avec l'appareil d'Etat et les *charros* qui lui sont inféodés. C'est pourquoi la politisation des affrontements de classe est décisive, à savoir la combinaison des luttes revendicatives avec le combat politique contre la domination du PRI. La lutte au niveau des municipalités, ou pour la démocratisation du District fédéral (DF) et du Sénat, que le gouvernement entend utiliser pour dévoyer la résistance des masses, doit être au contraire utilisée pour lier l'action revendicative à l'action politique, pour convaincre l'ensemble de la population de la nécessité de combattre le gouvernement et la bourgeoisie sur le terrain politique, sur le terrain du pouvoir.

C'est ainsi que nous pourrions avancer dans la compréhension par le prolétariat et les opprimés de la nécessité de la bataille pour un gouvernement sans patrons ni fonctionnaires de la bourgeoisie, pour un gouvernement des ouvriers et des paysans.

Il n'existe pas encore un centre politique de classe capable de vertébrer les réponses variées à l'offensive d'austérité. L'avant-garde ouvrière est encore très réduite et dispersée. De fait, le mouvement ouvrier et de masse, indépendant et démocratique, est aujourd'hui réduit et isolé du gros du prolétariat et des couches opprimées de la société. Le grand objectif de l'avant-garde doit être de rompre cet isolement en commençant par s'organiser elle-même autour d'un projet clair et d'intervenir dans les explosions prévisibles.

Le Front unique prolétarien est aujourd'hui le seul chemin pour surmonter la terrible division des travailleurs sur lesquels règnent le *charrismo* et l'Etat. Mais le Front unique ne doit pas être compris comme un mécanisme réunissant plusieurs courants classistes déjà en accord sur un programme avancé de lutte allant jusqu'à la nécessité du socialisme. Le Front unique doit tenir compte de l'ex-

trême hétérogénéité du prolétariat, du point de vue social comme du point de vue de l'expérience, de la tradition de lutte, de la conscience, afin d'avancer les perspectives adaptées à chaque cas. C'est aujourd'hui relativement facile, puisque la majorité de la population travailleuse commence à ressentir la nécessité de défendre son emploi, son salaire, ses conditions élémentaires de vie, en luttant contre l'austérité imposée par le gouvernement du PRI avec l'appui des directions syndicales pro-patronales.

Le Front unique est une tactique de lutte pour impulser la solidarité et l'unité, la résistance unifiée du prolétariat en tant que classe et de ses alliés paysans. Pour cela, il doit être un front sans exclusives d'aucune sorte fondées sur des divergences politiques ou idéologiques. Il ne sera efficace et utile que s'il permet d'entraîner des couches toujours plus larges de travailleurs dans l'action, indépendamment de leur niveau de conscience, de leur appartenance syndicale ou politique, de leur religion ou de leur idéologie. Nous avons besoin d'un front pour l'action, qui regroupe tous ceux qui sont prêts à résister en pratique à l'austérité du régime. Le Front national de défense du salaire contre l'austérité et la vie chère (FNDESCAC) est actuellement le projet le plus important de structuration d'un front de lutte, bien qu'il ait encore à surmonter le sectarisme et à comprendre la nécessité de se tourner vers les masses du prolétariat.

Pour mieux organiser et politiser la résistance du peuple travailleur, le meilleur chemin est celui de la construction du parti révolutionnaire dans le processus même de développement et de recomposition du mouvement de masse. L'Etat et la bourgeoisie continueront, malgré la crise, à exercer leur contrôle ou leur influence sur le gros du prolétariat, et ils parviendront même à alimenter de nouvelles illu-

sions aussi longtemps que n'existera pas un parti révolutionnaire fortement enraciné dans la classe ouvrière et parmi les opprimés. Il existe aujourd'hui plusieurs détachements révolutionnaires qui luttent pour construire ce parti et orienter la lutte des masses vers le combat pour le socialisme. Pourtant, non seulement il s'agit de détachements réduits, mais ils restent séparés les uns des autres et vont parfois jusqu'à s'affronter. De plus, leur implantation dans les centres ouvriers est récente. Les secteurs de travailleurs qui animent le mouvement de masse sont bien plus larges que l'ensemble des courants et organisations révolutionnaires. Le déphasage entre le mouvement ouvrier et les organisations révolutionnaires rend plus difficile la coordination des luttes et l'impulsion du Front unique.

Le parti révolutionnaire du prolétariat, le parti de combat des masses pour le socialisme, ne verra le jour que s'il parvient à regrouper des centaines de milliers de cadres ouvriers et d'autres secteurs opprimés, et à organiser massivement le prolétariat. Il est difficile d'imaginer que l'une des organisations révolutionnaires existantes puisse se convertir en ce parti par simple évolution linéaire. Les réformistes de diverses tendances l'ont aussi compris à leur manière et se sont regroupés dans le Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM), qui prétend devenir un parti de masse rassemblant l'ensemble des courants nationalistes et réformistes. Les révolutionnaires ont pris du retard et ont besoin de marcher d'un pas décidé vers la construction d'un parti révolutionnaire, non seulement pour disputer les masses aux réformistes, mais pour disputer le pouvoir à la bourgeoisie et au PRI.

Le chemin de la construction du parti du prolétariat passe, au Mexique, par la construction d'une seule organisation des courants révolutionnaires, classistes, socialistes les plus conséquents, qui luttent avec énergie et sans concessions contre le capitalisme et la domination de la bourgeoisie. Le parti révolutionnaire se construira avec l'apport des expériences et des énergies de plusieurs courants révolutionnaires, unis sur une ferme base stratégique et politique, sur ce qu'il faut faire et comment, et au sein duquel les divergences théoriques et tactiques persistantes pourraient être traitées dans le cadre de la méthode du centralisme démocratique. Un authentique parti révolutionnaire de la classe ouvrière doit être capable de rassembler divers courants de pensée, d'origines et de trajectoires différentes, mais convergeant dans un projet unique.

Le second but des courants révolutionnaires et de l'avant-garde ouvrière doit donc être d'avancer dans la construction du parti révolutionnaire. Car c'est seulement ainsi que les progrès et le renforcement du mouvement ouvrier et populaire pourront se traduire, pendant cette période critique, par un changement des rapports de forces entre capital et travail au profit de ce dernier. ■

Arturo ANGUIANO
« La Batalla », numéro 2,
Mexico, D.F., Février-mars 1983.

La Batalla

Por la convergencia
de los revolucionarios

Año I, No 1

Diciembre 1982-enero 1983



« Inprecor » salue
la parution de
« La Batalla »,
revue du Parti
révolutionnaire
des travailleurs (PRT),
section mexicaine de la
IVe Internationale

En couverture :
Fragment d'une
fresque de José
Clemente Orozco

Le gouvernement social-démocrate revient, l'austérité demeure

LA victoire des sociaux-démocrates aux élections législatives en septembre 1982 a été accueillie avec une satisfaction tranquille plutôt que par des explosions de joie. A une exception — importante — près, cependant : la Bourse de Stockholm, qui a favorablement accueilli le nouveau gouvernement.

Ingrid HEDSTROM

Il s'agissait des deuxièmes élections législatives depuis 1976, date à laquelle les sociaux-démocrates avaient perdu le contrôle du gouvernement qu'ils détenaient depuis quarante-quatre ans. En 1979, 4 000 voix seulement leur avaient manqué pour obtenir la majorité au Parlement. En septembre 1982, le « bloc socialiste », regroupant le Parti social-démocrate des travailleurs (SAP) et le Parti communiste suédois (VPK), a obtenu 51,2 % des suffrages, contre 45 % aux trois principaux partis bourgeois.

UNE POLARISATION DE CLASSE

Au cours des six années de gouvernement des partis bourgeois, les travailleurs suédois ont vu leur niveau de vie baisser de 14 %, des réductions importantes des dépenses sociales et la croissance du chômage. Les industries minières, sidérurgiques, textiles et la construction navale ont été frappées par la crise capitaliste entraînant la suppression de milliers d'emplois.

Une certaine résistance, morcelée, s'est manifestée contre cette politique

Olof Palme, dirigeant du Parti social-démocrate des travailleurs (SAP). (DR)

d'austérité de la bourgeoisie, mais elle n'a pas débouché sur une riposte massive et généralisée. Néanmoins, la société suédoise connaît le début d'une certaine polarisation entre les classes, qui se reflète indirectement dans les résultats électoraux.

Cette polarisation apparaît avec évidence lorsqu'on analyse les résultats du vote en faveur des partis bourgeois. Le principal vainqueur a été le Parti modéré, le défenseur le plus acharné de l'austérité, ennemi tout aussi acharné des droits des travailleurs et des syndicats. Ce parti s'est développé régulièrement au cours de la dernière décennie, et il est passé de 20,3 % des suffrages en 1979 à 23,6 % en 1982, devenant ainsi le premier parti bourgeois. Par ailleurs, le perdant dans le camp de la bourgeoisie a été le Parti populaire, de tendance libérale. Il était le principal parti bourgeois, il y a vingt ans, et il a vu ses voix passer de 10,6 % en 1979 à 5,9 % en septembre dernier.

La polarisation naissante entre les classes s'est reflétée également dans les thèmes de campagne choisis par les partis bourgeois et par différentes organisations patronales, contre la proposition social-

Au cours de la semaine qui a suivi les élections, on a enregistré des hausses jamais vues dans le passé. Il faut bien admettre que le nouveau gouvernement a pleinement satisfait la confiance des agents de change. Ses premières mesures ont, en effet, entraîné une réduction de 10 % du niveau de vie des travailleurs.

démocrate d'un « fonds des salariés ». Cette proposition visait à opérer des retenues sur les salaires, afin de constituer un fonds d'aide aux industries capitalistes en difficulté. Les sociaux-démocrates ajoutaient qu'ils voulaient donner un contrôle — au moins en théorie — aux travailleurs sur l'utilisation de ces fonds.

Cette proposition toute réformatrice déclencha une levée de boucliers de la part de la bourgeoisie. Déployant des moyens gigantesques — avec des affiches, de pleines pages dans la presse, des brochures, des cassettes — les capitalistes expliquèrent qu'une telle proposition remettrait en cause l'économie de marché et mènerait la Suède directement au socialisme et à l'économie planifiée !

Une des raisons qui explique cette réaction réside sans doute dans le fait que — pour modeste qu'elle soit — cette proposition entraînerait une institutionnalisation durable de la collaboration entre les capitalistes et les dirigeants syndicaux, qui a marqué les trois décennies précédentes en Suède. Une telle collaboration ne correspond plus, aujourd'hui, aux besoins d'une économie capitaliste en pleine crise, alors que les patrons entendent, au contraire, reprendre toutes les concessions obtenues dans le passé par le mouvement ouvrier.

Mais cette campagne avait également un contenu idéologique : une virulente défense du capitalisme et de la liberté d'entreprise, une attaque haineuse contre les idées socialistes et les syndicats présentés comme les ennemis de la « liberté capitaliste ». Est-il besoin de dire que la campagne des sociaux-démocrates ne présenta à aucun moment une réponse ouvrière adéquate à cette offensive bourgeoise ? Un exemple en est la façon dont Olof Palme, dirigeant du Parti social-démocrate, résuma le sens de ces élections, le soir de la victoire électorale. Malgré la violente campagne lancée contre le mouvement ouvrier, expliqua-t-il, nous nous sommes bien gardés de répondre de la même façon. Au contraire, nous avons continué à tendre la main. C'est ce qui nous a apporté le soutien des électeurs.

Il est certain que la campagne des sociaux-démocrates s'est placée sous le signe



de la main tendue et non du poing serré. Aux attaques contre la proposition du « fonds des salariés », les dirigeants sociaux-démocrates ont répondu en réaffirmant avec force leur respect indestructible du capitalisme.

LES QUATRE PROMESSES ELECTORALES DE OLOF PALME

De même, l'explication que donne Olof Palme de sa victoire ne correspond pas à la réalité. Il faudrait plutôt dire que la victoire social-démocrate représente un refus de la politique d'austérité menée par la bourgeoisie, un refus de la réduction des dépenses sociales, des fermetures d'entreprise et des licenciements. Les électeurs entendaient également dire « oui » aux quatre promesses électorales du Parti social-démocrate.

Ce parti avait en effet promis d'annuler quatre des mesures les plus impopulaires prises par le gouvernement bourgeois sortant : la réduction du remboursement des frais de maladie ; la suppression de l'indexation des retraites ; la réduction des subventions pour les crèches, et la réduction des allocations de chômage. Pour financer ces dépenses, cependant, le Parti social-démocrate proposait une hausse de 2 % des impôts directs.

Vers la fin de la campagne, les candidats sociaux-démocrates ont aussi eu tendance à mettre de côté la politique d'austérité qui était pourtant celle de leur parti. Ils semblaient ainsi promettre de mettre fin à l'austérité et de favoriser une politique de relance de la production par l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs.

Ce tournant de fin de campagne et les « quatre promesses » expliquent en fait l'importance des résultats du bloc socialiste.

Durant cette campagne, le Parti communiste a essayé de se présenter comme un partenaire un peu plus radical de la social-démocratie. Seul le Parti socialiste (SP, section suédoise de la IV^e Internationale) s'est attaché à proposer une issue socialiste à la crise.

Le Parti socialiste a présenté des candidats aux législatives dans tout le pays, et a également participé à certaines élections municipales. Il a centré sa campagne autour de la nécessité d'une riposte ouvrière à l'offensive bourgeoise, à commencer par le rejet de toutes les mesures d'austérité.

Le SP a expliqué qu'il ne fallait pas céder au chantage des capitalistes, mais, au contraire, y répondre par des mesures anticapitalistes, telles que la nationalisation des banques et des grandes entreprises, ainsi que la réduction de la semaine de travail, afin de lutter contre le chômage. Les socialistes ont aussi fait bonne place, dans leur campagne, à la solidarité avec les combattants salvadoriens et les ouvriers polonais. De même, face aux attaques racistes qui se sont développées durant la campagne électorale, ils ont pris la défense des droits des travailleurs immigrés.



Manifestation syndicale unitaire à Stockholm, le 4 décembre 1976. (DR)

Cette campagne a rencontré un succès certain, bien que le nombre de voix recueilli soit faible, étant donné le système électoral à un tour qui favorise le réflexe du « vote utile » pour les partis déjà présents au Parlement.

LA RESTRICTION DES SALAIRES

Le nouveau gouvernement social-démocrate a été formé au début octobre. Il a immédiatement proposé un paquet de mesures « anticrises » qui justifiaient totalement la confiance accordée par la Bourse à Olof Palme.

La principale de ces mesures fut la décision de dévaluer la monnaie suédoise (couronne) (1) de 16 %, afin d'aider les capitalistes à développer leurs exportations. Pour les travailleurs, cela revient à une perte de 6 % du pouvoir d'achat. Si l'on y ajoute l'augmentation de 2 % des impôts directs (prétendument destinée à financer la suppression des dépenses sociales opérées par le gouvernement sortant) et d'autres décisions du même ordre, le gouvernement social-démocrate a réussi à réduire de 12 % le pouvoir d'achat des travailleurs d'un seul coup !

Soit dit en passant, le gouvernement a annoncé froidement que la promesse électorale de réinstaurer l'indexation des retraites sur le coût de la vie ne signifiait pas que les retraités recevraient une compensation pour la perte de 6 % entraînée par l'augmentation du prix des biens de première nécessité.

Comment s'étonner que la Bourse ait accueilli ces mesures par des explosions de joie ? Le journal des affaires, *Dagens Industri*, rapportait, par exemple, la question d'un agent de change : « Où peut-on acheter un de ces badges sociaux-démocrates avec une rose rouge ? »

Jusqu'ici, les travailleurs n'ont pas réagi contre ces attaques. Mais les contrats collectifs arrivent à terme et la négociation pour leur renouvellement va bientôt commencer. Le gouvernement social-démocrate fait donc pression sur les directions syndicales pour que les nouveaux contrats n'introduisent pas une

compensation totale des pertes de salaires dues à la dévaluation et aux autres mesures économiques.

Les dirigeants syndicaux se sont déjà déclarés disposés à une certaine « réserve » en matière de salaires dans les nouveaux contrats. Lors d'une récente conférence du syndicat du Livre, Rune Molin, secrétaire national, promettait que « les salariés accepteraient une réduction de 4 % de leurs salaires réels ».

Les sociaux-démocrates comptent bien tirer profit de leur hégémonie traditionnelle sur le mouvement ouvrier pour faire passer ces mesures procapitalistes. Dans une interview au *Financial Times* de Londres, Kjell-Olof Feldt, ministre des Finances, le déclarait sans détours : « Les organismes internationaux nous ont recommandé de dégraisser notre économie. (...) Je crois que d'autres gouvernements aimeraient prendre des mesures similaires, mais ils n'osent pas. C'est une opération difficile, mais un gouvernement social-démocrate jouit d'un avantage énorme, étant donné le soutien qu'il reçoit de la part du mouvement syndical. Nous serions irresponsables si nous n'essayions pas d'utiliser cet avantage, cette confiance que nous avons su établir avec les syndicats depuis un demi-siècle. »

Mais les mesures prises par le gouvernement social-démocrate risquent de plus en plus de mener cette confiance à un point de rupture.

Durant des années, les réformistes ont avancé la perspective d'une victoire électorale afin de détourner les travailleurs de la lutte contre l'offensive bourgeoise. Lors de la grande grève de 1980 (2), ils

1. 1 couronne suédoise (Kr) équivaut aujourd'hui à 0,90 FF.

2. Du 2 au 11 mai 1980 s'est déroulée en Suède, à propos des contrats collectifs, une lutte d'ampleur qui a concerné 900 000 travailleurs. C'était la première grève généralisée depuis soixante et onze ans dans le pays. Voir *Inprecor* numéro 77 du 15 mai 1980, et numéro 78 du 29 mai 1980.

ont conseillé aux travailleurs lock-outés de bien séparer les questions syndicales et politiques. En 1981, alors que les protestations contre la politique d'austérité du gouvernement bourgeois s'amplifiaient, les sociaux-démocrates ont proposé à plusieurs reprises des élections, mais sans mobiliser les travailleurs pour en imposer la tenue.

L'HEURE DES LUTTES

En 1982, les sociaux-démocrates opposèrent les élections à l'organisation de grèves politiques contre la réduction des dépenses sociales opérées par le gouvernement.

Maintenant, ils sont eux-mêmes au gouvernement et n'auront plus la possibilité de recourir à de tels arguments.

Que vont-ils dire aux milliers de familles ouvrières qui se serrent la ceinture et qui ne comprennent pas pourquoi elles devraient continuer à voir diminuer leur pouvoir d'achat, alors que les spéculateurs capitalistes s'enrichissent ? Une récente enquête de l'Institut national de la consommation indiquait que 30 % des ménages n'avaient plus de marges pour réduire leurs dépenses.

Que vont-ils dire aux mineurs de fer du Nord qui sont menacés de licenciements massifs ? Dans ce cas, c'est la survie de communautés et de régions entières qui est en question. Mais, jusqu'ici, les sociaux-démocrates se sont contentés d'expliquer que l'avenir de ces mines n'était pas du ressort du gouvernement.

Et que diront-ils, enfin, aux autres travailleurs également menacés par la fermeture de leurs usines ? Ou aux dirigeants syndicaux locaux qui sont persuadés que les choses vont s'améliorer, maintenant qu'ils n'ont plus qu'à « prendre le téléphone et appeler Kjell-Olof Feldt » ?

Les ouvriers révolutionnaires ont expliqué à leurs camarades de travail et aux dirigeants syndicaux sociaux-démocrates, au lendemain des élections : « Maintenant, vous autres sociaux-démocrates, vous dirigez les syndicats, les municipalités et le gouvernement. Quelle excuse avez-vous pour ne pas lutter contre l'offensive bourgeoise ? » C'est ce qu'expliquait le journal du Parti socialiste, *Internationalen* : « Désormais, les dirigeants sociaux-démocrates disposent de tous les moyens légaux pour mettre fin aux licenciements, pour stopper la réduction des salaires réels, les restrictions des dépenses sociales, pour mettre un terme à l'appauvrissement des travailleurs qui ne sert qu'à engraisser une couche de parasites improductifs. La polarisation qui est apparue au cours des élections de 1982 avec la campagne du patronat, le succès du Parti modéré, le déclin du centre, l'absence de clarté de la part des dirigeants sociaux-démocrates, et le début du renforcement des forces socialistes — tout ceci annonce ce que seront les années 1980 en Suède : la décennie de la lutte de classe et du socialisme. » ■

Ingrid HEDSTROM
Stockholm, 13 décembre 1982.

Une déclaration du Comité national du Parti socialiste

Augmentation des impôts indirects, dévaluation, gel des salaires et autres mesures d'austérité : est-ce pour cela que les travailleurs suédois ont renvoyé la coalition bourgeoise en septembre dernier ? « Non », répond le Comité national du Parti socialiste, section suédoise de la IVE Internationale, qui exige une politique en défense des intérêts des travailleurs. « C'est le bien-être des masses qui doit être placé au premier plan, et non pas celui du grand capital, les sociaux-démocrates l'expliquaient eux-mêmes par le passé », déclare le manifeste que nous publions ci-dessous en s'adressant aux travailleurs suédois.

PARTI SOCIALISTE (SP)

« La politique économique du gouvernement social-démocrate vise à accroître les profits. Les travailleurs sont appelés à faire des sacrifices pour permettre d'atteindre cet objectif. »

C'est ainsi qu'un grand quotidien social-démocrate, *Stockholmstidningen*, présentait le 22 novembre dernier la ligne d'action du gouvernement présidé par Olof Palme. Le gouvernement a pris, à cet effet, une série de mesures immédiates d'austérité :

— Il a dévalué la couronne suédoise de 16 %, ce qui permet un transfert d'environ 5 milliards de couronnes des consommateurs aux entreprises privées.

— Il a augmenté les impôts indirects sur la consommation, ce qui signifie que les travailleurs et les couches les plus pauvres devront payer pour les promesses électorales du Parti social-démocrate.

— Il a modifié le régime fiscal, qui fonctionne désormais encore plus que par le passé en faveur des riches et au détriment des salariés les moins payés.

— Il a demandé aux directions syndicales de geler les salaires lors des négociations pour le renouvellement des contrats collectifs.

Toutes ces mesures ont une seule et même signification : faire supporter des sacrifices aux travailleurs pour défendre les intérêts des capitalistes. Or, c'est précisément pour mettre fin à une telle politique que les travailleurs ont chassé, par leur vote, le précédent gouvernement, celui des partis bourgeois.

« INVESTISSEMENT POUR LE FUTUR ... »

« Il faut accepter ces sacrifices maintenant afin d'améliorer la situation demain ... » C'est ce qu'affirme le gouvernement social-démocrate pour rendre acceptable sa politique aux yeux des travailleurs. Et beaucoup d'ouvriers espèrent peut-être qu'il en sera ainsi. Mais rien ne garantit que cela sera effectivement le cas. Au cours des six années de gouverne-

ment des partis bourgeois, les salaires réels des travailleurs ont baissé de 14 %. Cela n'a pas créé de nouveaux emplois et n'assure pas de meilleures conditions de vie aujourd'hui.

Au contraire ! Quand le niveau de vie des travailleurs diminue, le marché se réduit d'autant plus pour les produits et le chômage augmente. La concurrence accrue entre les travailleurs sur le marché du travail les place dans une position plus fragile pour lutter pour des augmentations de salaire. Et la crise s'approfondit. Dans une période de crise de l'économie capitaliste mondiale, les réductions de salaires et autres concessions des travailleurs ne conduisent jamais à une amélioration ultérieure de la situation. Durant de telles périodes de crise, les contradictions entre les classes fondamentales sont mises à nu, et ces contradictions ne peuvent pas être résolues à travers la collaboration entre les ouvriers et les employeurs. Bien au contraire, les travailleurs doivent engager une lutte résolue pour défendre leurs intérêts.

La politique actuelle du gouvernement social-démocrate représente une impasse pour les travailleurs de ce pays. Elle ne défend pas leurs intérêts — par la défense de l'emploi, des salaires et des conditions de vie — mais vise à accroître les profits capitalistes.

Le mouvement ouvrier organisé peut — et doit — choisir une orientation opposée. « Le bien-être des masses doit être placé au premier plan, et non celui du grand capital », comme le disait dans le passé un slogan populaire des sociaux-démocrates eux-mêmes. Il faut engager une lutte résolue et rejeter le chantage des capitalistes contre les travailleurs et l'ensemble de la société.

UNE ORIENTATION SOCIALISTE

Les socialistes appellent les travailleurs de ce pays à lutter pour imposer les mesures suivantes aux directions syndicales et au gouvernement social-démocrate.

Pour la défense du salaire réel

Les propositions avancées par la direction nationale de la confédération syndicale LO pour la prochaine négociation des contrats collectifs entraîneraient une réduction drastique des salaires. Les dirigeants syndicaux doivent tenir compte des revendications des ouvriers de l'industrie et des couches les moins payées :

— Pas de négociations sur un taux, quel qu'il soit, de réduction des salaires ! Les ouvriers suédois ont dû payer la note durant dix ans de gouvernement bourgeois ! C'est assez !

Arrêt des hausses des prix des produits de consommation courante

— Dévaluation, hausse des impôts indirects, réduction des subventions de

l'Etat aux produits alimentaires : toutes ces mesures vont entraîner des hausses vertigineuses du prix de la nourriture et des autres produits de consommation courante. Des spécialistes, très sérieux, parlent d'une hausse de 15 % en six mois ! Pour les riches, cela ne représente pas une catastrophe, mais pour les ouvriers et les salariés les moins payés, c'est une attaque brutale.

Le gouvernement pourrait arrêter ces augmentations s'il le voulait. Pour commencer, il aurait pu ne pas augmenter les impôts indirects, et taxer au contraire les gros profits et les fortunes des spéculateurs.

Les ouvriers d'ASEA (trust qui produit des équipements électriques et des fournitures en aciers spéciaux) à Ludvika, ont indiqué récemment, au cours d'une réunion syndicale, le type de mesures à prendre pour faire payer aux capitalistes eux-mêmes le prix de la crise de leur système :

— Impôts supplémentaires sur les profits capitalistes réalisés grâce à la dévaluation ;

— Impôts supplémentaires sur les profits croissants des gros actionnaires. Les fonds ainsi recueillis pourraient être utilisés pour financer des investissements productifs.

— Le mouvement syndical ne doit pas accepter la réforme fiscale décidée par le gouvernement social-démocrate : si le gouvernement maintient cette réforme qui favorise les riches, les travailleurs doivent veiller à obtenir des compensations salariales au cours des négociations contractuelles.

Du travail pour tous

Malgré les promesses du gouvernement d'entreprendre un programme d'investissements afin de créer de nouveaux emplois, la vague de licenciements et de chômage continue, dans le secteur privé comme public.

Le gouvernement a le pouvoir de faire passer une loi interdisant le lock-out. En outre, il doit retirer aux patrons le droit de licencier.

Il doit, de plus, bloquer les licenciements en cours ou prévus dans le secteur public productif.

Pour la société dans son ensemble, le coût économique et humain du chômage est plus élevé que le coût du maintien de la production. Il faut instaurer une réduction du temps de travail, sans réduction de salaire et avec embauche pour les emplois rendus disponibles.

Le gouvernement doit aussi lever le secret sur les transactions bancaires et préparer la nationalisation des banques et de tous les instituts de crédit.

Les sociaux-démocrates au pouvoir doivent joindre leurs forces à celles du mouvement ouvrier européen pour demander une réduction généralisée de la semaine de travail, afin de fournir des emplois aux chômeurs. Il faut établir un plan pour aller vers la semaine de 30 heures. Les syndicats locaux doivent avoir un

droit de veto sur les projets de « nationalisation » qui visent en fait à réduire l'emploi. De même, au niveau régional, les salariés peuvent commencer à élaborer des plans pour la répartition des emplois disponibles.

Dans toute usine menacée par des licenciements, les organisations syndicales doivent :

— exiger la publicité sur les plans de production de la direction ;

— refuser la clause de non-divulgaration de secret qui fait partie du « droit à l'information » qui leur est concédé dans le système de cogestion ;

— exiger le maintien de tous les travailleurs à leurs postes ;

— établir un contact avec les travailleurs des usines du même secteur, en Suède et à l'étranger.

Toutes les forces qui sont prêtes à défendre les intérêts de la classe ouvrière face à la crise et à la politique d'austérité

doivent montrer au gouvernement et à la direction syndicale que leur politique actuelle est inacceptable.

Il faut, à cet effet, dans chaque usine et dans chaque lieu de travail, élaborer des motions contre les concessions que la direction syndicale centrale se prépare à faire dans les négociations contractuelles.

Les discussions doivent se multiplier dans toutes les entreprises, dans les réunions syndicales, les meetings politiques, afin d'élaborer et de centraliser des propositions comme celles présentées par les travailleurs de l'usine de Ludvika.

Dans tout le pays, la direction syndicale centrale et le gouvernement social-démocrate ne doivent entendre qu'un seul mot d'ordre : « Changez de politique ! Défendez les intérêts des travailleurs ! » ■

PARTI SOCIALISTE (SP)

Section suédoise de la IVe Internationale
Stockholm, 5 décembre 1982.

PORTUGAL

Après la défaite de la droite aux municipales, le Parlement est dissous

À l'issue d'une entrevue entre le président de la République, Ramalho Eanes, et le Premier ministre démissionnaire, Pinto Balsemao, un décret de dissolution du Parlement portugais a été préparé. Signé le 4 février, il prévoit des élections législatives anticipées pour le 25 avril, exactement neuf ans après le début de la « révolution des œillets ». La défaite, lors des élections municipales du 12 décembre dernier, de l'Alliance démocratique (AD) au pouvoir, rendait cette issue quasiment inévitable.

Francisco LOUÇA

« En deux années de gouvernement, nous avons perdu 600 000 voix, parce que, deux années durant, le gouvernement à mal gouverné, en particulier en ce qui concerne l'économie. Si nous avions eu des élections législatives au lieu d'élections municipales, l'Alliance démocratique (AD) aurait perdu la majorité absolue et le Parti socialiste (PS) serait devenu le principal parti du pays. Il y aurait

eu une nouvelle fois une majorité de gauche et nous nous retrouverions probablement avec un gouvernement PS - Parti social-démocrate (PSD). »

Celui qui fait ce bilan des élections municipales du dimanche 12 décembre 1982 n'est autre que le vice-Premier ministre, Freitas do Amaral, président du deuxième parti bourgeois, le Centre démocrate et social (CDS). Les résultats lui donnent en effet entièrement raison :

	Législatives (1980)	Municipales (1982)
Alliance démocratique (AD)	2 868 076 (47,2 %)	2 183 289 (42,5 %)
Parti socialiste	1 673 279 (27,7 %)	1 632 588 (31,8 %)
APU (Alliance du peuple uni, coalition contrôlée par le PCP)	1 009 505 (16,7 %)	1 061 490 (20,7 %)
PS et APU	2 682 784 (44,4 %)	2 694 028 (52,2 %)

En 1980, après un an de gouvernement, l'AD (coalition de partis bourgeois, notamment le PSD et le CDS) avaient obtenu une victoire significative. Le Parti communiste portugais (PCP), avec un million de voix, stagnait électoralement,

et le PS restait bien en deçà de ses résultats de 1975 ou 1976, payant de ce recul électoral le prix de la politique d'austérité et de répression menée quand il était au gouvernement.

Depuis lors, la division du mouve-

Le Portugal en sigles

PSD (Parti social-démocrate) : *principal parti bourgeois, dirigé par Sa Carneiro jusqu'à sa mort.*

CDS (Centre démocrate et social) : *second parti bourgeois, appuyé en partie sur l'appareil salazariste. Jusqu'en décembre dernier, son président était Freitas do Amaral.*

AD (Alliance démocratique) : *coalition des partis bourgeois, notamment le PSD et le CDS, au gouvernement depuis 1979.*

PS (Parti socialiste) : *parti adhérent à la IIe Internationale et dirigé par Mario Soares.*

APU (Alliance du peuple uni) : *coalition contrôlée par le Parti communiste portugais (PCP).*

ment ouvrier s'est aggravée. Le PS a connu une grave crise au moment de la discussion du soutien à la candidature présidentielle du général Ramalho Eanes : son secrétaire général, Mario Soares, s'était alors « autosuspendu » de ses fonctions pour protester contre le soutien du PS au président qui l'avait démis de sa charge de Premier ministre. Les relations déjà conflictives entre le PS et le PCP se sont encore détériorées. Le PS est allé jusqu'à refuser toute rencontre avec la direction du PCP, et il a appuyé le gouvernement quand la police de choc a ouvert le feu, le 1er Mai, à Porto, deuxième ville du pays, sur un rassemblement de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), en assassinant deux travailleurs.

Mais, en même temps, le gouvernement et la coalition de droite connaissent un processus de désagrégation accéléré. A l'origine, il y avait l'échec flagrant du projet politique élaboré par le défunt leader charismatique du Parti social-démocrate (PSD), Sa Carneiro, qui misait sur les prémisses suivantes :

— Que l'AD remporte une large majorité parlementaire, pour provoquer une forte polarisation entre le gouvernement et le PCP, affaiblir le PS et l'obliger à participer à une révision de fond en comble de la Constitution. De fait, la Constitution de 1976, utilisée par le gouvernement de Mario Soares comme un instrument fondamental de défense de la propriété privée (début des attaques contre la Réforme agraire, réorganisation des forces armées), consacrait également certains droits des travailleurs (comme le contrôle ouvrier), qui ont été et demeurent un obstacle à l'intensification de l'exploitation de la force de travail et à la politique d'austérité et du chômage. L'AD n'est pas parvenue à abolir tous ces droits dans la nouvelle Constitution ;

— Que l'AD remporte les élections présidentielles autour de la candidature du général Soares Carneiro, ancien directeur d'un camp de concentration en Angola pendant la guerre coloniale. Mais le président Ramalho Eanes, soutenu par les partis réformistes et par de larges secteurs de la bourgeoisie, a gagné les élections présidentielles dès le premier tour, ce qui a accentué la désorientation de l'AD après la disparition de Sa Carneiro dans un accident d'aviation à la veille des élections ;

— Que l'AD se transforme en front permanent de toute la droite et modifie la

législation électorale afin d'assurer son propre contrôle sur le pouvoir politique. Mais ces lois ne sont pas passées.

Finalement, une riposte du mouvement ouvrier a commencé à s'exprimer à travers les deux grèves générales de 24 heures convoquées par la CGTP en 1982, et à travers les prises de position antigouvernementales de la centrale minoritaire, l'Union générale des travailleurs (UGT).

Les élections municipales de décembre 1982 ont porté un coup mortel à l'AD, qui a perdu plus d'un demi-million de voix, et qui a été battue de plus de 10 % par l'ensemble des partis ouvriers. La gauche a pris à l'AD une trentaine de municipalités et se retrouve avec la majorité des conseillers municipaux à Lisbonne et Porto, et avec la présidence du conseil municipal de Coimbra, troisième ville du pays.

Le PS est le grand bénéficiaire de la défaite de l'AD, mais le PCP maintient ses positions : dans plus de 90 % des mairies qu'il dirige, il a obtenu la majorité absolue, et il a renforcé son avantage électoral vis-à-vis du PS dans la circonscription de Lisbonne, qui est appelée à élire 56 des 246 députés au Parlement.

A partir de ces résultats, la crise de l'AD a fait boue de neige. Le président du PSD, Pinto Balsemao, a démissionné de son poste de Premier ministre et proposé son remplacement par un illustre inconnu, Victor Crespo. Le président du CDS, Freitas do Amaral, se refusant à participer à un tel gouvernement, a démissionné de son parti. Pendant deux semaines, on a assisté à un incroyable feuilleton de réunions, accusations, propositions et contre-propositions, la majorité des dirigeants bourgeois en venant à reconnaître que l'AD était incapable de former un nouveau gouvernement, que le recours à des élections anticipées était inévitable, et qu'une nouvelle majorité en sortirait. Mais, en fin de compte, le CDS et le PSD sont arrivés à un accord pour un nouveau gouvernement et l'ont présenté au président Ramalho Eanes, qui peut parfaitement le récuser et organiser des élections.

Une chose cependant est sûre : plus discrédités encore qu'au moment des élections municipales de décembre 1982, les partis bourgeois se présenteront séparément aux prochaines élections générales, et le PS sera le parti qui obtiendra le

plus de voix. Dans cette nouvelle conjoncture, plusieurs tactiques se dessinent :

— Celle de Mario Soares : tirant parti de l'échec électoral de l'AD et en dépit de son immobilisme, de sa conciliation avec la droite et de l'existence d'une centrale syndicale (l'UGT) dont la direction est depuis trois ans paritaire entre le PS et l'AD, Mario Soares pourra être chargé de former un gouvernement après les élections. Son projet est celui d'une alliance gouvernementale avec le PSD et la préparation de sa propre candidature à la présidence de la République pour 1986.

— Celle de Freitas do Amaral : en abandonnant le CDS et le gouvernement, Freitas do Amaral prépare également sa candidature présidentielle, comptant sur le fait qu'il apparaîtra comme le seul candidat fort d'une droite divisée et sans alternative. Une partie du PSD semble d'ores et déjà disposée à l'appuyer.

— Celle du général Ramalho Eanes : cherchant à créer une conjoncture favorable à la création d'un nouveau parti regroupant un secteur du Parti socialiste, de l'AD et y compris une partie de l'électorat du PCP. Cette possibilité pourrait surgir du discrédit d'un gouvernement du « centre » (autrement dit d'une coalition PS-PSD).

Comme on le voit, tous misent sur la fin de l'AD. Victor Crespo, proposé comme candidat Premier ministre, sera tout au plus un « gérant » provisoire chargé de prendre des mesures économiques immédiates et drastiques : après l'augmentation du prix de l'essence (qui est déjà le plus élevé d'Europe), un nouveau Budget général de l'Etat procédera à des coupes sombres. Le Budget pour 1983 n'est en effet toujours pas approuvé, ce qui donne une idée des déséquilibres politiques et de leurs conséquences économiques et financières.

Cette crise de l'AD annonce l'ouverture d'une nouvelle phase politique au Portugal. Ainsi, on a connu en 1974 et 1975 une crise prérévolutionnaire ; en 1975-1979, le pays a été dirigé par un gouvernement de collaboration de classe ; en 1979-1982, l'AD a gouverné en tant que bloc entièrement bourgeois disposant pour la première fois d'une légère majorité électorale. Nous revenons à présent à l'instabilité gouvernementale, à la crise politique permanente, avec la particularité que la division de l'AD annonce non seulement sa déroute aux prochaines élections, mais aussi de possibles scissions dans chacun des partis qui la composent.

L'expression des revendications politiques, économiques et sociales du mouvement ouvrier, avant et pendant cette campagne électorale, la lutte pour l'unité ouvrière dans les mobilisations et au Parlement, apparaissent ainsi comme les objectifs fondamentaux les plus à même de tirer parti de la crise de la droite et de l'approfondir, et de lutter pour un gouvernement des partis ouvriers. ■

Francisco LOUÇA
Lisbonne, 7 février 1983.

Une nouvelle orientation pour l'opposition ?

La répression ne désarme pas

LE fait que la répression des opposants en Tchécoslovaquie ne fasse plus, depuis un certain temps, la « une » de la presse, ne signifie en aucune mesure que Gustav Husak ait mis un terme à la chasse de tous ceux qui pensent autrement que lui.

Au contraire, l'annonce récente de l'émigration de figures historiques de l'opposition comme Karel Bartoscek et Karel Kyncl, ou l'arrestation de Ladislav Lys, porte-parole de la Charte 77, viennent nous rappeler que le gouvernement tchécoslovaque ne désarme pas dans sa lutte contre ceux qui, 14 ans après le printemps de Prague, n'acceptent toujours pas la normalisation.

On peut même dire qu'il a accentué son action au lendemain des événements polonais et après l'apparition de nouveaux noyaux d'opposition qui se réclament ouvertement de la lutte de Solidarité.

Anna LIBERA

Le grand procès des cinq animateurs du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS), Vaclav Havel, Petr Uhl, Jiri Dienstbier, Otta Bednarova et Vaclav Benda, condamnés en octobre 1979 à des peines sévères, ne marquait pas le point culminant d'une vague répressive qui, depuis dix ans, avait frappé, les uns après les autres, toutes les personnes ou regroupements qui tentaient de maintenir en vie l'esprit et l'idéal du Printemps de Prague. Il semble plutôt avoir annoncé une nouvelle politique répressive, plus systématique, ne laissant rien au hasard et visant à faire taire toute voix discordante dans le pays, sans se limiter à l'opposition directement politique.

UNE RÉPRESSION PLUS SYSTÉMATIQUE ET PLUS EFFICACE

Multiplication des procès, prolongation des peines des personnes condamnées, recours systématique au régime pénitentiaire le plus rigoureux, introduction de la résidence surveillée, brimades vexatoires contre les prisonniers, harcèlement des opposants encore en liberté (arrestations répétées, menaces, violence physique, contrainte à l'exil ou ... refus d'accorder un passeport) : tous les moyens sont mis au service de cette entreprise. Une brève exposition des cas les plus significatifs donne une idée de l'ampleur de cette répression et, par là-même, de son efficacité redoutable.

Au lendemain du procès des « cinq » du VONS, en novembre 1979, Albert Cerny, un acteur, membre du VONS et signataire de la Charte 77, était condamné à

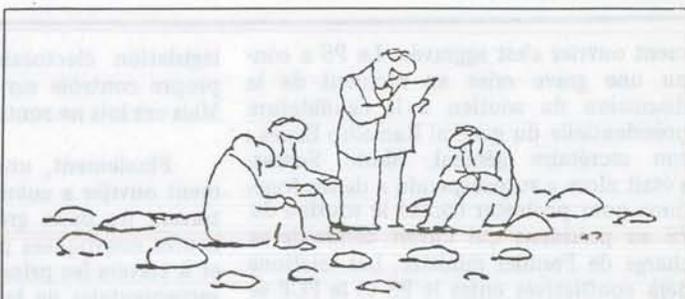
trois ans et demi de prison. En avril 1980, un jeune ouvrier, Petr Cibulka, qui aurait dû être libéré à cette date après deux ans d'emprisonnement, a vu sa peine prolongée de six mois à régime sévère. Son cas inaugurerait cette nouvelle pratique des autorités. Rudolf Battek, porte-parole de la Charte 77, ancien député à l'Assemblée nationale tchécoslovaque, arrêté en avril 1980, était condamné un an plus tard à sept ans et demi de prison. Sa peine sera réduite en appel à cinq ans et demi d'emprisonnement assortis de trois ans d'assignation à résidence. Là encore, il s'agit d'une innovation, l'assignation à résidence (1) ayant été jusqu'ici réservée aux prisonniers de droit commun. Mais le cas de Rudolf Battek, personnalité liée à la IIe Internationale et défendue par les principaux dirigeants socialistes de par le monde, montre surtout la volonté des autorités de Prague de ne pas se laisser influencer par les campagnes internationales de solidarité avec leurs victimes. Et il est un fait que les nombreuses protestations contre la peine infligée à Battek (la plus lourde condamnation depuis les procès stalinien des années 1950) n'ont en rien entamé leur résolution, comme le montre la multiplication des procès au cours des deux dernières années.

En juillet 1981, Jiri Gruntorad, jeune ouvrier signataire de la Charte 77, était condamné à quatre ans de prison et trois ans d'assignation à résidence ; Thomas Petrivy, organisateur de la rencontre entre la Charte 77 et le KOR polonais en août 1978, était condamné à la même époque à deux ans d'emprisonnement. Vaclav Umlang, un ouvrier mineur, était, lui, condamné à trois ans de prison pour avoir protesté contre l'intervention soviétique en Afghanistan et critiqué l'insuffisance des installations minières en Tché-

coslovaquie. Un animateur du VONS, Jan Litomisky, était condamné, en octobre 1981, à trois ans d'emprisonnement et deux années d'assignation à résidence. A la même époque, quatre jeunes gens étaient condamnés à des peines allant de 6 à 18 mois de prison pour avoir suspendu des banderoles hostiles sur des bâtiments officiels, à l'occasion du congrès du Parti communiste tchécoslovaque.

En novembre 1981, Edward Kalinowski, un Polonais militant de Solidarité, arrêté alors qu'il tentait de faire entrer en Tchécoslovaquie 176 exemplaires des revues d'opposition *Svedetevi* et *Listy*, était condamné à 16 mois de prison. Un jeune objecteur de conscience, Jan Hrabina, était condamné à deux ans et demi d'emprisonnement. Le jugement était justifié par « le degré très élevé du danger représenté par les idées pacifistes pour la société dans le contexte mondial actuel ». Jan Hrabina avait motivé son objection de conscience entre autres par le refus de participer à une éventuelle intervention des forces du Pacte de Varsovie contre les travailleurs polonais.

En mai 1982, Petr Pospichal, un jeune ouvrier effectuant son service militaire, était condamné à deux ans et demi à régime sévère pour avoir défendu l'action de la Charte 77 dans sa caserne. En juillet



« Afin d'assurer le passage de la société à un niveau supérieur de développement, il faudra emprisonner les camarades suivants ... » (Miroslav Jirusek.) (DR)

1. La résidence surveillée implique les obligations suivantes : 1) annoncer à l'institution chargée de la surveillance tous les éléments concernant les ressources et les justifier sur demande ; 2) se présenter régulièrement à cette institution dans les délais qu'elle fixera elle-même ; 3) accepter, à n'importe quel moment, l'entrée des représentants de cette institution à son domicile ; 4) annoncer à l'avance tout déplacement du lieu de résidence.

1982, de lourdes condamnations étaient prononcées à l'encontre de jeunes animateurs d'une revue culturelle non officielle, *Okno* (la Fenêtre) : Ivan Jirous (qui a déjà effectué une peine de quatre ans) était condamné à trois ans et demi de prison à régime sévère et deux ans de mise à l'épreuve ; Michael Hytek et Milan Fric respectivement à 18 et 15 mois de prison.

A ces condamnations — il s'agit malheureusement d'une liste très sélective (2) — il faut ajouter les inculpations de dix-huit personnalités de premier plan de l'opposition, à la suite de l'arrestation de deux jeunes Français qui transportaient de la littérature clandestine, en mai 1981 (3). Huit d'entre elles sont restées emprisonnées durant une année en vue, semble-t-il, de l'organisation d'un grand procès. Mais le gouvernement tchécoslovaque y a renoncé — temporairement — sur la pression du gouvernement autrichien, qui avait lié la visite de Gustav Husak, de l'automne dernier, à la libération de ces opposants.

Non contentes d'envoyer les animateurs de la Charte 77 et du VONS en prison, les autorités continuent de les harceler, en faisant peser sur eux la menace d'une prolongation de peine (une telle menace pèse actuellement sur Petr Uhl) ou en multipliant les brimades, avec l'objectif avoué de les démoraliser et de leur enlever toute envie de poursuivre leur activité à leur sortie de prison. La vie quotidienne des prisonniers est faite de ces brimades, comme l'interdiction d'écrire pour le dramaturge Vaclav Havel, ou les entraves mises au contact de Petr Uhl avec sa femme et ses enfants. Petr Uhl, qui n'a droit qu'à une heure de visite tous les six mois, vient de se voir interdire récemment d'écrire une lettre par mois à son fils âgé de sept ans.

Le harcèlement des signataires de la Charte 77 en liberté, qui rend toute activité de plus en plus difficile, et la menace permanente d'un nouvel emprisonnement, ont contraint beaucoup d'opposants à choisir l'exil. C'est le cas pour des figures historiques de l'opposition, comme Bartoscek, Mlynarik et Kyncl, ou pour de jeunes militants comme Jan et Jiri Bednar ou Zina Freundova.

La répression s'est étendue au cours des deux dernières années aux milieux catholiques. Il faut y voir la volonté des autorités d'étouffer un foyer d'opposition fortement stimulé par les événements polonais. Cette volonté semble avoir été renforcée par la décision du Vatican d'interdire aux prêtres de participer à des organisations à caractère politique, ce qui, dans les pays de l'Est en général, et en

Tchécoslovaquie en particulier, signifie une rupture avec les organisations catholiques appendices du régime.

Enfin, on a assisté, au début 1982, à une nouvelle opération répressive très radicale dans le cadre d'une enquête sur la distribution de tracts de solidarité avec les travailleurs polonais contre l'état de guerre. Le VONS signale, dans un communiqué, que les personnes arrêtées et inculpées à cette occasion sont quatre jeunes ouvriers extérieurs au milieu de la Charte 77 : Jan et Josef Wunsch, Jitka Tumoiva et Vaclav Soukup. Les autorités cherchent à transformer l'accusation initiale d'agitation (article 100 du Code pénal) en

« subversion contre la République » (article 98), qui permet d'infliger les peines les plus lourdes. Il semble bien que les autorités aient voulu là frapper très vite ce nouveau noyau d'opposition, qui agit sous l'influence directe des événements polonais et rejette le légalisme choisi par la Charte 77. Malgré ces arrestations, ces opposants, qu'ils se nomment Groupe d'action révolutionnaire ou Comité préparatoire des syndicats libres, ont poursuivi leur activité au cours de l'année 1982, ouvrant ainsi une nouvelle phase de la lutte contre les normalisateurs.

L'apparition de textes de réflexion critiques au sein même de la Charte 77

Déclaration du Comité préparatoire des syndicats libres

Déclaration faite à Prague, le 14 novembre 1982, relative à l'anonymat et au programme du Comité préparatoire des syndicats libres en Tchécoslovaquie :

Une année vient de s'écouler depuis le moment où le Comité s'est manifesté pour la première fois en public. Après sa dernière déclaration pour le soutien de Solidarité en Pologne, au début de novembre 1982, diverses spéculations sont apparues, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Elles concernaient l'orientation du travail, le programme, mais surtout la curiosité quant aux noms des personnes représentatives de ce Comité et les interrogations sur leur anonymat. Nous devons décevoir en déclarant que, pour l'instant, et vraisemblablement encore pendant longtemps, nous ne rendrons pas publics les noms des membres du Comité, ni les détails concernant sa façon de travailler. Nous avons pour cela deux raisons : d'abord, nous considérons actuellement comme essentiel le travail anonyme sur le plan d'une prise de conscience sociale. Nous ne souhaitons aucune publicité bruyante. Nous ne voulons pas devenir une attraction dans notre pays, mais une des possibilités pour le transformer. Nous estimons hautement l'initiative civique de la Charte 77. Mais le sort de ses signataires et la répression violente dont ils sont victimes nous servent d'avertissement. Nous ne voudrions pas non plus nous retrouver dans la situation du VONS, par exemple, qui a été amené, il y a quelque temps, à se poser publiquement la question de la nécessité d'arrêter son courageux travail. Dans la situation où manquent les conditions pour la naissance et le développement d'un mouvement de masse, nous voulons nous consacrer à des activités préparatoires et sociales, dans l'esprit que nous avons formulé lors de notre première déclaration.

Ensuite : tant que les dirigeants actuels de notre pays réagiront, contre leur propre intérêt, à toute activité critique de façon aussi négative, comme nous en sommes les témoins depuis quelques années, nous ne rendrons pas publics nos noms. Notre travail en serait sensiblement affecté et, vraisemblablement, stoppé définitivement. Dans notre premier document de programme, nous avons déjà déclaré que nous voulons utiliser toutes les voies légales pour assainir le Mouvement révolutionnaire des syndicats (*centrale syndicale officielle et unique en Tchécoslovaquie*), surtout dans ses composantes sur les lieux de travail ; que nous voulons agir pour que ce syndicat devienne un réel mouvement de travailleurs en Tchécoslovaquie, qui défendrait leurs intérêts quotidiens et généraux. Ce n'est que dans le cas où apparaîtraient les conditions pour que voie le jour un mouvement syndical parallèle et indépendant correspondant à nos buts et conceptions, que nous lui consacrerions tous nos efforts. Nous savons qu'aujourd'hui même existent dans les entreprises et dans certaines organisations, plusieurs groupes non officiels, nés spontanément, qui suivent de façon critique le travail des syndicats officiels, et qui s'occupent des problèmes liés à la stagnation des salaires, leur disproportion, des questions de sécurité du travail, de graves défauts de production, etc. Toutes ces activités, tous ces groupes existent et travaillent de façon non officielle, comme des cellules liées par des intérêts identiques ou voisins. Une situation favorable rendrait envisageable leur fusion. A tous ces groupes et à toutes ces personnes qui tentent spontanément de réanimer et de faire renaître le mouvement syndical en Tchécoslovaquie, nous voulons apporter notre aide directe ou indirecte.

Prague, 14 novembre 1982.

2. Pour avoir la liste complète des communiqués du VONS concernant les cas de répression, on peut se procurer la nouvelle brochure du Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, en écrivant à Véronique Chabrol, 277, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

3. Il s'agit des personnes suivantes : Jaromir Horec, Eva Kanturkova, Karel Kyncl, Jan Mlynarik, Jan Ruml, Jiri Ruml, Jirina Siklova, Milan Simecka (détenus), Jiri Hajek, Ivan Havel, Olga Havlova, Karel Holomek, Josef Jablonicky, Zdenek Jrinsky, Mojmir Klausky, Miroslav Kusy, Jaroslav Meznik, Jiri Mueller (non détenus).

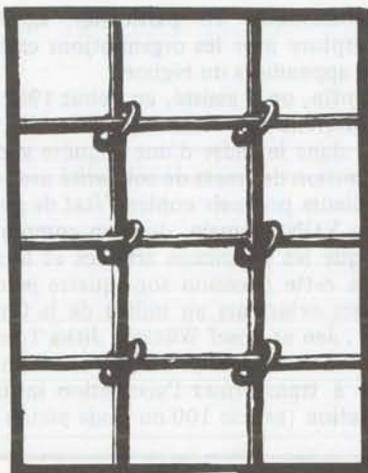
semble confirmer que l'on se trouve à un tournant dans l'activité de l'opposition. L'efficacité de la répression, dont nous n'avons donné qu'un bref aperçu, a en effet mis en relief les limites d'une action courageuse, mais qui prend comme seul interlocuteur un pouvoir qui ne cesse de montrer avec quel mépris il traite ses propres lois.

ROMPRE L'ISOLEMENT DE L'OPPOSITION

Un long document analysant de façon critique l'activité de la Charte 77 — sans pour autant en nier les aspects positifs et courageux — a circulé en 1982 parmi les opposants (4). Le (ou les ?) signataire s'attache essentiellement à mettre en relief les faiblesses d'une action qui ne s'est jamais posée les problèmes de l'ensemble de la société tchécoslovaque, mais d'un groupe relativement restreint d'intellectuels.

Ainsi, selon ce texte, l'accent porté exclusivement sur la liberté d'expression, pour importante que soit cette revendication, n'a pas permis aux opposants de tisser des liens avec de larges couches sociales mécontentes du régime, et a contribué à faire de la Charte 77 une opposition « idéologique et culturelle ». Cela ne lui a pas permis de rompre un isolement déterminé, au départ, en grande partie par l'action répressive du régime.

Selon l'auteur du document, le mode de fonctionnement même de la Charte 77 a aggravé ultérieurement son isolement : « L'opposition ressemble à une sorte de



« corps étranger », quand ce n'est pas carrément à une secte où règnent des habitudes particulières, des stéréotypes de pensée et de conduite qui ne sont pas toujours intelligibles "aux autres". » La grande rigueur morale des opposants, qui force à juste titre l'admiration, peut se retourner contre eux, poursuit le document, car elle leur enlève « toute possibilité d'agir sur les gens simples », qui sont contraints, pour survivre, à des compromis quotidiens avec la société normalisée.

Cette attitude ne prépare pas les opposants à affronter la nouvelle situation déterminée par les difficultés économiques accrues : « L'aggravation de la crise économique, puis de la crise politique dans notre pays, poursuit le texte, va obligatoirement entraîner, tôt ou tard, un mécontentement spontané qui ira croissant. Il est difficile d'en prévoir les mani-

festations. (...) S'il y a, à ce moment-là, une opposition fonctionnant de manière bien ordonnée, ce sera justement son heure : elle commencera par contribuer à rationaliser la conscience collective et à unifier la volonté générale, jusqu'au moment où elle finira par se retrouver enfin à la tête du mouvement populaire... Nous n'avons pas besoin d'aller bien loin à l'étranger pour trouver des exemples. » La Pologne n'est, en effet, pas loin !

Or, l'extériorité totale de la Charte 77 par rapport à la société ne facilite pas les contacts avec les éléments qui, « dans les structures » commencent à être mécontents. En conclusion, le document ébauche une ligne d'action qui pourrait permettre à l'opposition de se préparer à ses nouvelles tâches : s'attacher à analyser les problèmes sociaux et politiques de la société tchécoslovaque et tisser des liens avec les gens qui travaillent « dans les structures » (les entreprises, les syndicats, le parti...).

LE COMITÉ PRÉPARATOIRE DES SYNDICATS LIBRES

Une conclusion similaire semble avoir été tirée par de jeunes ouvriers, non liés à la Charte 77 ou au VONS, et qui, dès le printemps 1981, avaient fait connaître leur volonté d'intervenir au sein des syndicats officiels, afin de les pousser à accomplir leur tâche de défense des intérêts des travailleurs. En avril 1981, ils avaient adressé une lettre dans ce sens au congrès des syndicats tchécoslovaques (Mouvement syndical révolutionnaire, ROH), et s'étaient constitués en Comité préparatoire des syndicats libres. Tirant les leçons de la répression qui a frappé les membres de la Charte 77 et du VONS, ils ont choisi de garder l'anonymat. De même, étant donné leur faiblesse, ils ont opté pour un travail systématique à la base des syndicats officiels. Ils s'expliquent sur ces deux questions dans une déclaration faite à Prague le 14 novembre 1982, que nous reproduisons à la page précédente.

Ce Comité préparatoire des syndicats libres, né sous l'impulsion du mouvement des travailleurs polonais, s'est efforcé de populariser leur lutte en Tchécoslovaquie et de se solidariser avec eux, renouant avec une pratique internationaliste longtemps oubliée. En témoigne la lettre qu'ils ont fait parvenir à Solidarité à la veille de la grève générale du 10 novembre dernier (voir ci-contre).

Cette réorientation de l'opposition tchécoslovaque, qui apparaît aussi bien dans le document critique de la Charte 77 que dans l'activité du Comité préparatoire des syndicats libres, s'opère dans des conditions difficiles. La répression interne et l'évolution de la situation en Pologne ne facilitent pas la tâche des opposants. Notre solidarité leur est plus nécessaire que jamais. ■

Anna LIBERA
Paris, 28 janvier 1983.

Lettre à Solidarité-Varsovie

Chers amis,

Nous vous saluons en ces jours de préparation d'une journée de grève et de manifestation, par lesquelles vous voulez protester contre la suppression illégale de Solidarité qui, dans une courte période, a suscité les sympathies et le respect d'une grande partie du peuple polonais et des hommes progressistes, aimant la liberté, dans le monde entier. (...)

Tout comme chez nous, chez vous les normalisateurs prônent le profit personnel et matériel contre la fidélité aux principes de votre mouvement, promettent un niveau de vie meilleur et la prospérité contre un développement réellement démocratique et libre de la société, tant sur le plan économique que culturel. De par notre expérience, nous savons que leur « consolidation » ou « normalisation » signifie, dans le meilleur des cas, une stagnation, mais, le plus souvent, une dégradation et une dévastation. Mais le développement réellement positif et plein d'espoir d'une société de notre type ne peut être entrepris et garanti que par un relâchement des barrières et des liaisons bureaucratiques rigides, accompagné d'une activité vivante et d'un engagement de tous les citoyens honnêtes et créatifs. Comme celui qui a commencé à se dessiner en Tchécoslovaquie en 1968 par un mouvement de renouveau, et celui qui, dans des proportions et des mesures tout à fait nouvelles, a développé votre mouvement pour une société autogérée.

Chers amis, unissons nos efforts pour une Pologne et une Tchécoslovaquie libres et indépendantes ! Que tous les Polonais, Tchèques et Slovaques épris de liberté rapprochent, non seulement par leurs paroles, mais surtout par leurs actes, par leur travail social et culturel persévérant, le temps de leur renaissance !

A votre journée de grève et à votre manifestation en protestation contre la suppression de Solidarité, nous ajoutons notre propre action qui correspond aux limites de notre situation. Nous sommes avec vous ! ■

Comité préparatoire des syndicats libres en Tchécoslovaquie
Prague et Pilsen, 7 novembre 1982.

4. Voir le texte de ce document dans *L'Alternative*, numéro 18, septembre-octobre 1982.

La montée de l'intégrisme islamique et la lutte pour la laïcité de l'Etat

LE 2 novembre 1982, des affrontements violents éclataient entre étudiants progressistes et intégristes à la cité universitaire de Ben-Aknoun, près d'Alger. L'étudiant Amzel Kamel était tué par les nervis intégristes, et quinze autres étaient sérieusement blessés. Protestant contre les agissements meurtriers des activistes intégristes, 7 000 personnes accompagnaient les funérailles du jeune Kamel. En riposte, les intégristes organisaient à leur tour un rassemblement de 8 000 personnes, le 12 novembre, devant la Faculté centrale d'Alger, malgré la présence d'un fort dispositif policier.

Craignant l'essor d'un tel courant, le pouvoir réagissait en décembre, en dénonçant les menées intégristes et en suggérant la présence à l'arrière-plan d'influences étrangères. La Libye pourrait être visée. Le procès de 23 intégristes accusés d'appartenir à des organisations subversives était annoncé. En janvier 1983, perquisitions, ratissages et arrestations continuaient.

La propagande des courants intégristes exprime la plupart du temps un projet ouvertement réactionnaire. Ainsi, leurs tracts clandestins réclament la proclamation d'une « République islamique algérienne » dont la Constitution serait le Coran. Ils dénoncent « l'idéologie marxiste suivie par l'Etat » et demandent que « toutes les terres spoliées dans le cadre de la révolution dite agraire soient restituées à leurs propriétaires ».

Mais ce mouvement s'appuie sur un phénomène social profond, dont les mutations sociales, la croissance démographique rapide, le déracinement des masses rurales constituent le fondement. Ainsi, des mosquées « sauvages » se sont multipliées dans les garages, les appartements, les cités populaires, mais aussi dans les facultés ou les hôpitaux. Les prédicateurs échappant au Haut Conseil islamique s'y montrent souvent plus incisifs que le clergé bureaucraté des mosquées officielles. N'importe qui peut prendre la parole pour dénoncer la corruption ou l'arrogance des nouveaux riches. Ainsi prend forme et circule un discours politique souterrain qui, dans le cadre d'un système de parti unique, ne trouve pas la possibilité de s'exprimer directement.

La Constitution et la Charte ratifiées par référendum en 1976 font de l'islam la religion d'Etat. A côté du ministère des Affaires étrangères, un Haut Conseil islamique veille à la propagation de la pensée islamique. Rétribués par le gouvernement, les imams ont le statut de la fonction publique et ils officient dans des mosquées dont la multiplication est prévue par le

Plan. Mais à côté des édifices religieux financés par les fonds publics apparaissent, de plus en plus nombreux, des édifices construits grâce à des souscriptions privées, sans entraves administratives. Depuis la création de l'Ecole fondamentale, d'une durée de neuf ans, sous tutelle du ministère de l'Enseignement, il n'y a plus d'établissements confessionnels privés, mais les centres culturels islamiques se sont multipliés, et le ministre des Affaires religieuses a rappelé que la mosquée a, dans l'islam, aussi fonction d'université.

Les mesures répressives prises ces deux derniers mois contre le courant intégriste semblent marquer un coup d'arrêt de la politique de tolérance, voire de bienveillance, jusque-là suivie par le pouvoir. En décembre, les déclarations du président de la République, Chadli Benjedid, ont exprimé une sérieuse mise en garde contre « les éléments qui brandissent des slogans à caractère social, idéologique et religieux » et « veulent inciter le peuple à se refermer sur lui-même et à se noyer dans de faux problèmes ». Il a même laissé entrevoir la possibilité de mobiliser le parti (le FLN) et ses organisations de masse satellites pour organiser un contre-feu : « Certains appellent à la paralysie totale de la société en voulant cloîtrer la femme. Je me demande quel est l'avis de la militante qui a combattu aux côtés de l'homme et qui participe aujourd'hui, toujours à ses côtés, à l'édification nationale. » Pourtant, les autorités étaient peu soucieuses de ce rôle de la femme quand elles proposaient, il y a quelques mois encore, un Code de la famille institutionnalisant l'oppression des femmes et restaurant officiellement les traditions de soumission au père et au mari.

Chadli Benjedid craint surtout que le courant intégriste ne soit un obstacle sur la voie de l'ouverture à un capitalisme plus classique et à l'impérialisme. Dans le numéro 8 de leur bulletin *Et Taliaa*, nos camarades algériens du Groupe communiste révolutionnaire fournissent une analyse du phénomène intégriste, qui veut éviter aussi bien le jugement simpliste, isolant les effets idéologiques de leurs racines sociales, que les conclusions manichéennes conduisant à soutenir les intégristes pour la simple raison qu'ils s'opposent au pouvoir. Ils considèrent que le pouvoir du FLN, comme l'intégrisme lié aux mosquées, constituent deux obstacles sur la voie de la conquête de l'indépendance de classe et des libertés démocratiques. ■

C.D.

« ET TALIAA »

Le courant des Frères musulmans, né en Egypte (1), et l'ensemble des organisations apparentées, est d'abord l'expression du conservatisme de la bourgeoisie réactionnaire, en particulier de la bourgeoisie agraire. Malgré son implantation populaire, il est avant tout un courant réactionnaire et pro-impérialiste.

Le schématisme théorique des staliniens du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS) les amène à identifier tout courant islamique ou arabophone, voire même nationaliste, aux Frères musulmans.

Les oulémas (2) du cheik Ben Badis se sont caractérisés, dans le passé, par leurs liens avec la bourgeoisie agraire, leur

opposition au mot d'ordre d'Indépendance et leurs perspectives assimilationnistes (3). Mais, malgré leur conservatisme, on ne peut les qualifier simplement de réactionnaires. Ils font, objectivement, partie du mouvement national algérien.

La révolution iranienne est venue ajouter, à partir de 1978, une nouvelle dimension au phénomène intégriste. Malgré son programme rétrograde — en particulier sur les femmes et les nationalités —, malgré les velléités pro-impérialistes de certains, malgré le maintien des généraux du chah, la direction nationaliste radicale autour de Khomeini a été propulsée par les masses iraniennes à la tête de la lutte anti-impérialiste.

Plusieurs éléments fondamentaux

doivent être retenus. L'islam n'occupe pas la même place que le christianisme dans la révolution démocratique. Si l'Eglise catholique a pu être combattue par la Révolution française, ce n'est pas strictement au nom du rationalisme, mais parce qu'elle apparaissait clairement aux masses

1. Frères musulmans (*Al-Ikhwân al-muslimûm*), association créée en Egypte en 1928 par l'instituteur Nassan al-Bannâ, assassiné en 1949 à la suite de la dissolution de l'association, à laquelle les Frères musulmans avaient répété par l'assassinat du Premier ministre Nahas Pacha du Parti Wafd (12 février 1949).

2. Oulémas, docteurs de la loi musulmane, juristes et théologiens.

3. Assimilationnisme, thèses favorables à l'assimilation de l'Algérie à la puissance coloniale française.

Un réseau s'organise autour des mosquées

C'est dès le début des années 1970, au moment même de la mise au pas du mouvement étudiant et après le musellement de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qu'apparaît le courant intégriste en Algérie. Il se revendique de l'islam militant contre l'agression du modernisme. Il s'attaque d'une manière modérée au pouvoir et regroupe quelques anciens militants de l'Association des oulémas écartés de l'appareil d'Etat dès 1965.

Ce courant intégriste connaît alors un certain succès auprès des intellectuels, mais son influence de masse reste limitée. La révolution iranienne donne un nouveau souffle à ce mouvement, à partir de 1978. Ses militants s'implantent progressivement dans les quartiers. Il rencontre un certain écho auprès des masses populaires lassées de la politique d'austérité.

Ce courant bénéficie de la marge de manœuvre de cette période qu'on peut qualifier d'ouverture « démocratique », en particulier dès 1979 : liberté de prêcher sans l'accord du ministère des Affaires religieuses et disparition des imams désignés par le pouvoir. Imitant les formes d'intervention des militants de la révolution islamique, ils s'implantent dans les quartiers en se basant sur la mosquée.

La mosquée va être le lieu privilégié où se rallient toutes les mouvances intégristes, instituant ouvertement un réseau organisationnel informel. Tolérée par le pouvoir pour contrebalancer le courant gauche, la mouvance intégriste va connaître un essor considérable. Elle se dote, dès l'année 1979, de structures d'organisation qui serviront à son travail de masse. La mosquée devient le lieu idéal pour faire ouvertement de la politique, une tribune permanente et efficace par laquelle la mouvance intégriste capte une fraction significative de jeunes et des couches plébéiennes qui viennent renforcer massivement ce courant.

Dans les mosquées se développent des organes par le biais desquels vont être structurés un grand nombre de jeunes désœuvrés. Les « équipes sportives de croyants » en ont constitué le premier jalon, puis cela a été le tour des fameux « comités d'entretien de la mosquée », autour desquels gravitent énormément de jeunes, et qui sont plutôt des cercles larges d'islamisation où les militants intégristes font un travail de propagande. La *khalka*, qui permet de parfaire l'éducation idéologique, coiffe toute cette activité.

Malgré le degré d'organisation stricte qui semble exister, les intégristes ne constituent pas un parti. C'est une mouvance qui se cristallise autour d'individus ou de personnalités religieuses. C'est pourquoi il existe une infinité de nuances où se retrouvent, sur un programme réactionnaire qui semble constituer le consensus, des courants modérés comme « Ashab Shora » et « Ashab Edoua », et des courants extrémistes comme « Djounoud Allah » et « Ashab el Djihad », etc.

Les uns proposent d'utiliser la violence sous toutes ses formes. Ils préconisent « une *djihad* (guerre sainte) permanente contre tout ce qui est contraire à la seule Constitution : le Coran ».

D'autres pensent qu'il n'y a pas lieu de rechercher des épreuves de force qui affaibliraient le mouvement, et que la seule voie reste une propagande continue au sein des masses, tout en négociant avec le pouvoir. Ces deux attitudes, qui semblent s'exclure, convergent au niveau du programme :

- Le refus de l'expression des autres courants, particulièrement les communistes ;
- Le respect de la propriété privée ; l'abrogation du droit des femmes au travail ;
- L'abrogation de la mixité dans toutes les institutions ;
- La restriction de la liberté de la presse ;
- La garantie de l'institution familiale.

Cette unité programmatique entre les courants de la mouvance intégriste s'est exprimée dans un organe clandestin, *Etedkir*, avant même qu'elle ne se soit exprimée lors du regroupement de masse à la faculté centrale d'Alger, le vendredi 12 novembre 1982, dans le fameux programme en 14 points.

La recomposition du pouvoir autour du président Chadli Benjedid, à partir du début 1979, se poursuit. Après une offensive (en 1980 et 1981) contre le mouvement berbère (Kabylie), lequel s'est tassé depuis, la caporalisation de l'UGTA, la répression du mouvement étudiant algérois, la normalisation de l'Union nationale des jeunes algériennes (UNJA), le pouvoir veut en finir avec les intégristes, qui lui ont été utiles, mais dont il ne veut plus, à cause essentiellement de leur implantation en milieu populaire. ■

« ET TALIAA », numéro 8
Alger, novembre 1982.

comme une partie de l'Etat féodal. Or l'opresseur impérialiste ne se réclame pas de l'islam, même si, accessoirement, il a pu l'utiliser pour asseoir sa domination. Au contraire, l'islam a joué un rôle important pour marquer l'identité nationale des « musulmans algériens » qui tenaient à se démarquer des colons (algériens eux aussi), et les masses n'ont pas encore une assez longue expérience des classes dominantes locales pour marquer cette rupture.

Une autre dimension est à retenir : l'absence d'une direction ouvrière révolutionnaire menant le combat démocratique, comme en Chine et au Vietnam. L'échec des directions bourgeoises, y compris les plus radicales, dans l'effort de modernisation économique, permet aux courants intégristes de capter une partie des aspirations des masses.

Depuis les groupuscules intégristes des années 1970 jusqu'à l'audience de masse de ces courants, après la révolution iranienne et après l'échec du projet de Houari Boumediène, mort fin 1978, la différence est grande et le chemin parcouru considérable.

L'ÉMERGENCE D'UN POLE INTÉGRISTE

En Algérie, les courants intégristes se sont inspirés de l'islam populiste de Muammar al Kadhafi en Lybie (à partir de 1969), puis de la révolution iranienne. Ils se sont aussi nourris de l'enfermement des progressistes dans l'intelligentsia francophone. Depuis les notables réactionnaires, prêts à composer pour sauver leurs terres, issus de la tradition des oulémas, jusqu'aux activistes de ces dernières années, il y a une recomposition des courants.

Les intégristes sont de plus en plus un courant urbain, implanté d'abord et surtout dans les couches plébéiennes, les déclassés (chômeurs, délinquants), les commerçants, les enseignants, mais aussi parmi les travailleurs, employés et ouvriers.

Leur développement se nourrit, sur le terrain social, de l'impasse économique du pays. L'industrialisation inachevée a bouleversé les structures anciennes, accéléré l'exode rural et précipité en masse les paysans vers les villes. Cet exode rural (qui signifie à terme le changement des mœurs) n'a pu être absorbé : il a produit une « ruralisation » des villes.

Mais c'est au plan politique que se trouve la principale raison de l'essor intégriste. L'absence de direction ouvrière crédible du combat anti-impérialiste pour l'Indépendance nationale n'a pas empêché l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), après son Ve Congrès (1979), de se cristalliser dans une certaine mesure comme une alternative politique au pouvoir, représentative, jusqu'à un certain point, des aspirations des travailleurs, alors même que son programme de collaboration de classe n'est pas un programme révolutionnaire.

Aujourd'hui, cette alternative est absente. Le mouvement de masse (travailleurs, jeunes, femmes, masses berbéro-

nes) est mis au pas, l'UGTA est normalisée et même partiellement démantelée.

Les masses populaires (ouvriers, employés, chômeurs, lumpen, petite bourgeoisie ...), dont les conditions de vie se dégradent, ne croient plus au populisme radical. Elles ne disposent pas concrètement d'une alternative ouvrière. Les illusions actuelles, très répandues, sur l'« Infitah » (libéralisation) témoignent de ce désarroi. (Voir *Inprecor* numéro 138 du 6 décembre 1982.).

Les intégristes captent une partie de cette révolte, eux qui, dans nombre de mosquées, tiennent des discours politiques publics. Alors que le pouvoir a réprimé toute section syndicale mal-pensante, tout affichage, toute réunion étudiante démocratique, la marge de manœuvre accordée aux intégristes, qui stockent leurs gourdins dans les mosquées inviolables et tiennent publiquement leurs réunions politiques, leur permet de devenir un pôle de référence.

Dès le vendredi suivant la mort de l'étudiant Kamel Amzel, début novembre 1982, une campagne de propagande mettant en doute le fait qu'il ait été assassiné, est engagée avec un certain succès, et pour cause : *El Moudjahid*, le quotidien du FLN, est connu pour ses mensonges, et le mouvement étudiant n'est pas autorisé à s'exprimer au-delà de cercles confidentiels.

La reconquête partielle de leur influence par les intégristes leur permet d'organiser avec succès la prière du vendredi 12 novembre. L'ampleur du rassemblement (8 000 à 10 000 personnes), son insolence à l'heure du pouvoir fort et de la répression, ont permis d'étendre l'influence intégriste.

Malgré les propositions réactionnaires de l'appel en 14 points, lancé le 12 novembre par les intégristes, en particulier sur les femmes, malgré l'absence de revendications sociales claires et d'un programme démocratique d'ensemble, cet appel a cristallisé, dans une certaine mesure, le mécontentement social et les aspirations démocratiques des masses.

— Parce qu'ils ont osé se rassembler, défiant les barrages, les intégristes rejoignent les aspirations démocratiques des masses, même si leurs revendications sur le terrain démocratique ne touchent que la lutte pour le maintien des *khotbas* (4) libres ;

— Alors que l'appel du vendredi 12 novembre était le fait de la tendance modérée des intégristes (Sahnoun, Abbas el Madani, Soltani), les masses ont surtout retenu l'insolence de l'acte politique ;

— Parce qu'ils ont avancé qu'il était nécessaire de résoudre le problème du logement pour éviter la dissolution des mœurs ;

— Mais aussi parce que les *khotbas* se font l'écho du mécontentement des masses, le rassemblement a été vécu comme l'expression de ce mécontentement par de nombreux travailleurs et des éléments des couches plébéiennes.

L'audience des intégristes ne se construit pas strictement sur les 14 points de

l'appel du 12 novembre, elle ne rejoint pas les propositions réactionnaires du bourgeois Soltani, renié même par les oulémas. Nous pouvons seulement dire que l'écho est plus fort que le bruit, mais qu'il est différent du bruit.

Cette audience s'est d'ailleurs partiellement détachée des intégristes lorsque les coups de feu sur les gendarmes, les discours virulents ici ou là, ont par trop aiguisé le conflit avec le pouvoir.

C'est le moment choisi par le pouvoir pour arrêter les signataires de l'appel et d'autres imams (5) activistes, le 24 novembre dernier.

CONTRE LA RÉACTION, POUR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Lorsqu'une centaine de nervis intégristes venus de tous les quartiers d'Alger, armés de haches et de couteaux, assassinent Amzel Kamel et massacrent un grou-

pe d'étudiants qui comptaient afficher un appel à une assemblée générale au Centre universitaire Ben-Aknoun, nous devons exiger du pouvoir la condamnation des assassins, et combattre ces ennemis de l'expression démocratique des étudiants.

intégriste coupables de diriger une organisation politique non reconnue.

Nous ne nous joindrons pas aux staliniens qui se réclament hypocritement de « l'islam progressiste » pour demander la répression des intégristes. (...)

Quand l'islam est religion d'Etat, qu'y a-t-il de surprenant à ce que le ministre nomme et paie les imams ? Nous sommes prêts à combattre pour que dans chaque mosquée les fidèles choisissent leurs imams et organisent librement leur culte, mais cela suppose la séparation d'avec l'Etat. Cela suppose que les mosquées soient construites exclusivement avec des fonds privés, que l'enseignement public soit laïc, distinct de l'enseignement religieux que peut dispenser la mosquée, etc. Car les intégristes ne veulent pas que cesse le lien Etat-religion ; au contraire, ils veulent faire disparaître tout élément laïc de la vie publique, de l'enseignement, de la justice ...



Manifestation officielle du 1er novembre 1979 à Alger. (DR)

pe d'étudiants qui comptaient afficher un appel à une assemblée générale au Centre universitaire Ben-Aknoun, nous devons exiger du pouvoir la condamnation des assassins, et combattre ces ennemis de l'expression démocratique des étudiants.

Mais le pouvoir veut profiter de la mort d'Amzel Kamel pour achever la mise en place de l'Etat fort. Il veut rétablir les imams officiels du ministère des Affaires religieuses et il arrête les chefs du courant

Nous sommes contre la répression et les arrestations arbitraires dans les milieux intégristes. Certes, nous combattons les propositions rétrogrades de ces courants. Nous sommes pour la mixité, pour le droit au travail des femmes, et nous sommes aussi pour le mariage sans tuteur et sans dot, pour le divorce libre, contre la polygamie, donc contre la proposition d'appliquer le droit musulman.

Nous sommes pour la laïcité et non pour l'islamisation de l'Etat. Sans parler des perspectives économiques des Soltani et consorts.

Mais le combat démocratique ne se découpe pas, il est un. Nous sommes

ABONNEZ-VOUS
A "INPRECOR"

4. *Khotbas*, sermons prononcés lors de la prière du vendredi, et qui peuvent servir de tribune politique.

5. Chez les musulmans sunnites, l'imam est la personne qui est chargée de conduire la prière, en général un laïc.

contre toute arrestation pour délit d'opinion, même si nous combattons les opinions en question.

Nous sommes pour le droit de s'exprimer librement, de s'organiser librement en cercle, en parti, en syndicat.

Nos opinions, nos idées, notre programme progresseront en gagnant les masses par le débat démocratique.

Le pouvoir a toléré ces courants intégristes lorsque sa préoccupation était d'écraser le mouvement étudiant démocratique, les travailleurs, les femmes en lutte, et que cela l'arrangeait bien d'avoir

un comité de cité croupion autour de la mosquée de Ben-Aknoun, une pression réactionnaire anticommuniste contre le syndicat, des vitrioleurs en ballade dans les rues d'Alger pour intimider les femmes.

Le pouvoir veut achever aujourd'hui son contrôle sur la société et il joue au progressiste et au démocrate.

S'il voulait l'expression démocratique des masses, pourquoi la réprime-t-il ? S'il voulait lutter contre les propositions rétrogrades des intégristes, pourquoi interdit-il aux courants progressistes de s'exprimer ?

— Les assassins d'Amzel Kamel doivent être jugés et condamnés !

— Libérez tous ceux qui sont arrêtés pour délit d'opinion ou pour s'être organisés politiquement !

— Nous condamnons les propositions réactionnaires de l'appel des Soltani, Sahnoun et Abbes el Madani !

— Pour la mixité, pour les droits élémentaires des femmes !

— Pour la laïcité de l'Etat !

« ET TALIAA », numéro 8
Alger, novembre 1982.

"Oui au berbère, oui à l'arabisation basée sur le dialectal !"

La question linguistique constitue un enjeu important de la lutte politique en Algérie. En lançant la campagne d'arabisation, Houari Boumediène avait choisi l'arabe classique contre l'arabe populaire couramment parlé par la majorité de la population.

Si le français perpétue le pouvoir culturel d'une couche particulière, l'arabisation classique tend à constituer une nouvelle caste de lettrés, et constitue un nouvel obstacle culturel pour la masse des travailleurs et des paysans.

D'autre part, les événements de 1980-1981 de Tizi-Ouzou, en Kabylie (voir Inprecor numéro 138 du 6 décembre 1982) ont vigoureusement posé la question du statut des minorités, en particulier celui des Berbères et de leur langue nationale. Dans Et Taliaa numéro 4, les marxistes révolutionnaires algériens avaient alors pris une claire position sur le fond de la question linguistique.

OUI AU BERBERE, OUI A L'ARABISATION BASÉE SUR LE DIALECTAL

A l'école primaire, l'enseignement de l'arabe classique et du français (avec, en plus, de mauvaises conditions matérielles et pédagogiques) donne des résultats catastrophiques, car dans l'environnement familial et social, on s'exprime en arabe populaire et en berbère.

Boumediène disait un jour que le pouvoir s'était demandé quel choix faire, l'algérien ou l'arabe classique, et que le classique avait été choisi pour permettre de « communiquer avec nos frères du Moyen-Orient ». Ce n'est donc pas une quelconque faiblesse de l'arabe algérien, grammaticale ou autre, qui a guidé le choix, comme nous le répètent les tenants du classique. Il fut question aussi d'unifier et d'enseigner l'arabe maghrébin, projet retardé par la dislocation du comité consultatif maghrébin, suite aux luttes bourgeoises inter-maghrébines.

Le choix du classique, et la politique d'arabisation « accélérée », ont eu pour résultat de consolider la domination du français et de retarder l'arabisation profonde du pays. Si l'on excepte une mince couche d'intellectuels arabophones sacrifiés à la façade démagogique de la politique du pouvoir, la langue de l'impérialisme français règne en maîtresse, comme langue de puissance sociale, comme langue de pouvoir économique et politique. Voilà donc le bilan de l'arabisation par le classique. Les millions de travailleurs arabophones et berbérophones sont exclus de la vie culturelle, et le français domine.

Les communistes sont pour la reconnaissance du berbère, son enseignement, son utilisation. Ils sont aussi pour que l'arabisation soit basée sur l'arabe dialectal. Aux arguments faussement généreux du chauvinisme, qui refusent le berbère, nous répondons que nous sommes, nous communistes, pour la république universelle des conseils d'ouvriers, pour le socialisme à l'échelle de l'humanité, et que, pourtant, nous soutenons le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Car, pour nous, tant que le peuple algérien ne gagne pas son indépendance totale à l'égard de l'impérialisme, tant que le peuple sahraoui ne sera pas libre de l'oppression marocaine et impérialiste et, de façon générale, tant que des peuples seront opprimés, colonisés, dominés, ils ne pourront pas rejoindre le combat pour l'unité du monde entier. De la même manière, nous sommes donc pour l'unité nationale algérienne contre l'impérialisme, mais dans le respect des spécificités culturelles. Ecraser le berbère sous prétexte d'unité, nous ne le permettrons pas.

Nous sommes aussi pour l'arabe populaire, car pour communiquer avec les peuples du Moyen-Orient et du monde entier, il faut que les travailleurs d'Arzew et d'Annaba, les paysans de Mascara et de Sétif, accèdent à la culture et participent à l'échange.

La fin de la domination du français, langue de classe, langue de l'impérialisme, est une tâche révolutionnaire dans la mesure où elle signifie permettre aux millions de producteurs ouvriers et paysans de ce pays d'accéder au savoir et à la culture en usant d'une langue qui leur soit proche, et non pas du français ou de l'arabe classique, qui sont des langues étrangères et donc d'accès difficile pour les masses laborieuses. Nous souhaitons certes qu'il y ait rapprochement et communication avec l'arabe moyen-oriental, mais cela doit se faire avec les masses populaires et non en les excluant. C'est tout le peuple qui doit participer à l'échange, et non pas une mince couche de mandarins intellectuels.

L'arabisation devra être basée sur la langue populaire, mais être aussi progressive, générale et respecter le berbère.

— Progressive, car encore une fois, l'arabisation n'est pas un principe abstrait mais une revendication populaire, la revendication de ceux qui veulent comprendre la TV, lire le journal, assister aux conférences et débats, et qui veulent que cette vie culturelle exprime leur vie et soit la continuité de leurs discussions quotidiennes. Il faut donc permettre aux masses populaires de s'intégrer progressivement à cette vie culturelle.

— Générale, dans le sens de rejeter la politique des sections arabisées, dont les résultats sont catastrophiques. Cette politique a été jusqu'à présent un excellent camouflage pour perpétuer la domination du français, et il faut donc que tous soient arabisés en même temps. Cette arabisation est une lutte contre la domination du français et non pas une lutte pour écraser le berbère, qui est nôtre. En aucune façon, il ne faut accepter l'arabisation forcée des berbérophones, et le combat pour la reconnaissance du berbère comme deuxième langue officielle, pour son enseignement dans les régions berbérophones, et partout où un nombre suffisant de travailleurs le demandent, ce combat est inséparable, pour nous, de la lutte pour l'arabisation. Ces revendications doivent s'intégrer à la lutte du prolétariat pour détruire l'Etat bourgeois. ■

La Constitution: une tentative pour résoudre les contradictions économiques et sociales

UN peu plus de deux ans après le coup d'Etat qui l'a portée au pouvoir, le 12 septembre 1980, la junte militaire dirigée par le général Kenan Evren a organisé un référendum constitutionnel. Cette consultation électorale, qui était destinée à améliorer l'image du régime à l'extérieur et à stabiliser la situation interne du pays, s'est déroulée le dimanche 7 novembre 1982.

Le choix proposé était le suivant : le « oui » impliquait à la fois la promesse d'élections législatives pour le printemps 1984 au plus tard, l'éventuelle autorisation de créer, sous certaines conditions, de nouveaux partis, l'élection, pour 7 ans, du général Evren à la présidence de la République et l'instauration d'un « Conseil de la présidence » composé des quatre autres généraux organisateurs du putsch de 1980.

Voter « non » signifiait simplement le rejet de toutes les propositions d'Evren, sans perspective d'une quelconque ouverture.

A la veille du coup d'Etat du 12 septembre 1980, la bourgeoisie turque venait de surmonter la crise sociale et économique la plus grave de son histoire. A bout de souffle, elle avait vu ses représentants perdre la légitimité de leur hégémonie et n'avait plus aucune force politique, hormis les militaires, pour imposer la normalisation nécessaire à une tentative de nouveau démarrage économique. Les journaux tiraient depuis longtemps la sonnette d'alarme et les militaires, quoique désabusés par leur récent passage au pouvoir en 1975, ne pouvaient rester encore longtemps « indifférents ».

Lorsqu'ils prirent le pouvoir politique, en septembre 1980, les militaires voulaient mettre fin au chaos qui avait résulté de la crise sociale, politique, économique et idéologique la plus grave de ces dernières décennies. Ils étaient devenus, de fait, la seule alternative politique et reçurent les acclamations d'importantes couches populaires.

Dès son premier discours télévisé et radiodiffusé, le chef de la junte, le général Kenan Evren, en même temps qu'il proclamait la mise en place des dernières institutions démocratiques, déclarait que le but ultime de l'armée était de « régénérer une nouvelle démocratie », plus conforme à la « sensibilité nationale » et à la « réalité du pays ».

Toujours dans ce discours, qui visait à légitimer le coup d'Etat et le pouvoir militaire, le général Evren faisait apparaître quatre catégories comme responsables de la situation économique et politique du pays : les terroristes, les politiciens, les syndicalistes et les intellectuels. Il ex-

pliqua que les terroristes à la solde de l'étranger voulaient affaiblir l'Etat et diviser la nation, faisant régner l'insécurité des personnes et des biens à travers tout le pays ; que les politiciens, de tous partis confondus, se livraient à des querelles sans fin pour leurs intérêts électoraux, au lieu de réaliser l'unité nationale indispensable en cette période de crise ; que les dirigeants syndicaux manipulaient les justes revendications des travailleurs, afin de grossir leurs fortunes et d'acquiescer de nouveaux privilèges ; que les intellectuels, enfin, sous couvert d'une pseudo-science, développaient une conception irrationnelle des droits et des libertés, sans voir où cela conduisait la nation.

De leur point de vue, les généraux avaient parfaitement analysé la situation. Depuis plus d'un an, le Parlement n'avait pas réussi à élire le président de la République. Les directions syndicales n'avaient plus la confiance totale des travailleurs, qui commençaient à connaître la peur devant la multiplication des violences et des provocations meurtrières. Les militaires surent utiliser la crise, et surtout la revendication de sécurité, en la plaçant au centre de leurs réponses, rendant ainsi possible la formation d'un large consensus.

En dénonçant comme coupables, à chaque occasion, tous les opposants potentiels, y compris les politiciens bourgeois, ils donnaient une couverture de légitimité au coup d'Etat militaire auprès d'une grande part de la population et même, en partie, chez les Kurdes. En renforçant le rejet de l'ancien système et la dépolitisation, ils obtenaient une représentativité dont ils se servirent pour

avancer vers l'Etat fort institutionnel et la restriction des libertés.

Toute propagande en faveur du « non » avait été interdite par décret, et la répression n'a pas diminué pendant la campagne.

Le résultat du vote doit être analysé, malgré les conditions peu démocratiques de sa tenue, comme exprimant un net refus de la situation antérieure au coup d'Etat et un désaveu clair des anciens partis et de leurs dirigeants.

En effet, contrairement aux prévisions même les plus optimistes de la junte elle-même, ce sont plus de 90 % des 20 millions d'électeurs qui se sont prononcés pour le « oui ». Dans certaines villes ouvrières et du Kurdistan, le « non » atteindra cependant les 15 %.

L'article que nous publions ci-dessous analyse la situation politique et sociale qui existe en Turquie depuis le coup d'Etat, et éclaire les conditions qui ont permis la victoire de la junte lors du référendum sur la Constitution.

■

avancer vers l'Etat fort institutionnel et la restriction des libertés.

Il faut rappeler que la paralysie politique et organisationnelle dans laquelle se sont retrouvés les mouvements révolutionnaires au lendemain du coup d'Etat et leur démantèlement rapide, sans même une tentative de résistance organisée, a été un facteur déterminant de l'ampleur du soutien populaire à la junte. Les militaires ont profité de l'absence d'alternative politique cohérente et de consigne politique précise de la part des révolutionnaires pour neutraliser y compris des secteurs combattifs. L'exemple le plus net est celui des 50 000 grévistes du textile et de la métallurgie, qui reprirent le travail le lundi suivant le putsch. Les arrestations de milliers de militants, la destruction des organisations révolutionnaires formellement entrées dans la clandestinité dès les premiers mois du pouvoir militaire, ont fortifié la junte dans sa position politique ; elle réussissait à faire appliquer ces promesses de restauration de la sécurité tant de fois avancées par les gouvernements civils précédents. Les révolutionnaires se retrouvèrent isolés, rejetés, parfois dénoncés.

Il s'est agi non seulement de la résignation des travailleurs devant la défaite, mais aussi de l'acceptation de la légitimité des militaires au pouvoir.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DRACONNIENNE DES MILITAIRES

Les premières décisions économiques prises par le régime militaire sont le plus souvent appelées « décisions du 24 janvier ». Elles avaient été élaborées par Turgut Ozal, en 1980, du temps où il était un

des responsables de l'économie dans le dernier gouvernement civil de Suleyman Demirel, leader du Parti de la Justice (PJ, aujourd'hui dissous) (1). Après la destitution de ce dernier par les putschistes, Ozal a continué, un temps, sa carrière comme vice-Premier ministre chargé de l'Economie. Les décisions du « 24 janvier » sont présentées comme une réponse à une nécessité impérieuse pour les classes dominantes. Elles préconisaient l'articulation entre une austérité radicale et une aussi radicale libéralisation de l'économie, tout en incitant à produire davantage pour l'exportation. Cette option générale se concrétisait par une série de mesures bien connues à notre époque : blocage des salaires, suppression de tout contrôle sur les prix, libération des taux d'intérêt bancaires, ajustements monétaires au moyen de mini-dévaluations successives, subventions à l'exportation, etc.

Le but recherché par ces décisions n'était pas la simple mise en place d'une politique d'austérité, mais, au-delà, une transformation profonde de l'ensemble de l'économie, parallèlement à celle de toute la société. La Turquie vivait une crise structurelle de grande ampleur. Après les années folles du boom économique qui dura jusqu'en 1978, une vague récessivo-profonde s'est emparée de tous les secteurs de l'économie. L'accumulation capitaliste était arrivée à un point de non-retour : une part importante du capital fixe accumulé dans les années précédentes ne pouvait plus être rentabilisée dans les conditions d'exploitation existantes. L'Etat, pilier fondamental dans le processus d'accumulation, était au bord de la banqueroute complète. Le déficit du commerce extérieur l'avait totalement paralysé. Il ne pouvait même pas payer le service des dettes arrivées à échéance. Le total des dettes de la Turquie se montait, en 1979, à 26 milliards de dollars. L'application d'un traitement « de choc », visant à une réorganisation de l'ensemble de la production pour l'intégration du capitalisme turc à l'économie mondiale apparaissait comme une nécessité.

Depuis septembre 1980, les militaires ont mis en place leur politique dans tous les domaines. A côté d'un libéralisme économique qui va de pair avec un monétarisme volontariste, les généraux appliquent des mesures d'austérité draconiennes qu'aucun gouvernement civil n'avait pu imposer jusque-là. Mais, aujourd'hui, un essai de bilan, même incomplet, suffit à montrer les effets de cette politique sur les conditions de vie des travailleurs.

En deux ans, la récession s'est propagée dans tous les secteurs de l'économie, accélérant le mouvement de liquidation des petites et moyennes entreprises, et commençant à toucher les grandes entreprises.

Les licenciements, bien que formellement interdits par la junte, se succèdent à une cadence jamais vue auparavant. Dans les seuls mois allant de mars à juin 1981, le nombre d'ouvriers affiliés à la sécurité sociale a diminué de 131 000, d'après le journal *Günaydin*. Les chômeurs sont plus de trois millions (2). Les salaires réels

sont au même niveau qu'il y a dix ans. A Istanbul, le coût de la vie s'est accru de 30 % entre novembre 1981 et novembre 1982 (3). Nombreux sont les travailleurs et les habitants des bidonvilles qui ne peuvent survivre que grâce au travail au noir et à l'aide des structures familiales.

Les paysans, qui constituent encore la moitié de la population, voient aussi leurs conditions de vie s'aggraver. Alors que jusqu'au coup d'Etat ils avaient fait l'objet d'attentions intéressées de la part des politiciens et des gouvernements civils, qui voyaient en eux un grand réservoir électoral, ils sont aujourd'hui aussi touchés par « l'austérité militaire ». L'arrêt des subventions et la mise en place d'un nouveau mode d'imposition entraînent une baisse importante de leurs revenus : de plus, tandis que le taux d'inflation ne descend pas en dessous de 30 %, l'Etat propose d'acheter les produits agricoles à condition de les payer le même prix toute l'année.

La petite bourgeoisie urbaine, déjà touchée par l'imposition, a été secouée par une série de krachs bancaires. En effet, dès les premiers jours de la mise en place de la politique monétariste actuelle, des établissements bancaires sont apparus à travers tout le pays. Des centaines de milliers de personnes, rentiers et retraités principalement, pensaient trouver là, en y plaçant leur argent, un moyen de résister à l'inflation galopante. Il était bien évident que ces officines, face à la montée vertigineuse des taux d'intérêts et l'escroquerie aidant, ne pouvaient pas tenir debout bien longtemps. Aujourd'hui, le nombre de personnes dépossédées de leur argent et de leurs biens par ces officines s'élève à 5 millions. La société *Banker Kastelli* a fait perdre, à elle seule, plus de 500 millions de dollars aux petits épargnants.

UNE RÉPRESSION A LA FOIS MASSIVE ET SÉLECTIVE

Devant une telle situation, on aurait pu supposer que le régime turc se trouverait rapidement confronté à un désaveu croissant de la part de la majorité de la population, et doit pour cela se lancer dans une répression aveugle. En fait, la réalité est plus complexe.

Durant ces deux dernières années, l'armée a su garder une certaine popularité. Kenan Evren a réussi à empêcher toute forme de politisation et de contestation au sein de la société, et cela sans que la répression en soit la seule cause. La répression, massive et extrêmement brutale, a été utilisée contre des secteurs très précis, c'est-à-dire contre les militants de gauche et d'extrême-gauche. Aujourd'hui, plus de 120 000 personnes se trouvent en prison. Le même nombre a été relâché après une détention provisoire de 2 ou 3 mois. La grande majorité de détenus est composée de révolutionnaires et de responsables des organisations syndicales et des associations démocratiques turques et kurdes, le reste sont des militants fascistes du Parti d'action nationaliste (PAN) (4) et des islamiques intégristes

du Parti du salut national (PSN). La torture est infligée aussi bien lors de la garde à vue qu'en prison. Plus de 600 plaintes ont été déposées officiellement auprès des instances militaires, et d'après l'organisation Amnesty International, 73 détenus sont morts sous la torture. Tous les témoignages des réfugiés confirment que son emploi est systématique.

Malgré cela, il est faux de croire que l'omniprésence militaire inspire de la crainte à la majorité de la population, qui ne se sent que peu concernée, sauf au



La junte turque au pouvoir. (DR)

Kurdistan, où la présence de l'armée constitue, encore plus ouvertement qu'avant, une véritable occupation militaire.

Les généraux ont pu empêcher, ou pour le moins canaliser, le mécontentement qui ne pouvait manquer d'apparaître dans une telle situation économique, et cela en particulier grâce à la structuration du pouvoir politique et à l'idéologie qui l'entoure.

Si l'ensemble des secteurs de la bourgeoisie turque ont applaudi à la prise du pouvoir par les militaires, ils n'en restent pas moins divisés sur la base de leurs intérêts divergents. Ces divergences s'expliquent par les conditions spécifiques du développement du capitalisme en Turquie.

La bourgeoisie industrielle s'est constituée à partir d'une accumulation capitaliste sur une base locale, sous l'aile protectrice de l'Etat, avec une faible intégration dans le marché mondial. La crise de 1978 sanctionnait ce modèle de dévelop-

1. Parti réactionnaire écarté du pouvoir lors du coup d'Etat de septembre 1980. Traditionnellement considéré comme le parti des propriétaires terriens et des commerçants, et comme la formation politique favorite des Etats-Unis.

2. *Le Monde* : le « Bilan économique et social de l'année 1982 » donne 3,3 millions de chômeurs, soit 18,2 % de la population active, contre 16,7 % en 1981.

3. *Idem*.

4. Organisation fasciste de l'ex-colonel Alpaslan Türkeş, principale responsable de la violence politique avant le putsch. Elle a longtemps participé au gouvernement aux côtés du Parti de la Justice.

pement et mettait en avant la nécessité d'une plus grande intégration. C'est là qu'est apparu clairement un clivage au sein de la bourgeoisie.

Un premier groupe industriel et financier, avec la Koç Holding, Sabanci et Eczasibasi est caractéristique de la période du boom. Le second, dont les chefs de file sont les firmes Cavusoglu, Has Holding, Enka Holding, a des liens beaucoup plus étroits avec les multinationales et son intégration au marché mondial est plus grande.



Les « décisions du 24 janvier », conséquence de la crise du modèle de développement du capitalisme turc, et encouragées par les pressions des organismes internationaux — Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation européenne de développement (OCDE) —, ont été le signe d'un changement du rapport des forces en faveur du groupe « Cavusoglu ». Mais l'élimination de Turgut Ozal, initiateur de ces mesures, prises sous le dernier gouvernement civil, après avoir été confirmé, dans un premier temps, dans son poste de responsable de l'Economie par la junte, montre que la lutte pour l'hégémonie n'est pas terminée, le dépassement relatif des contradictions interbourgeoises ne pouvant être que provisoire.

L'Etat autoritaire issu du coup d'Etat du 12 septembre 1980 s'est caractérisé par la suppression des représentants politiques, y compris ceux des classes dominantes, par le renforcement de la centralisation bureaucratique de l'Etat, et par le déplacement du rôle dominant au sein de l'appareil d'Etat en faveur des forces armées. Le but recherché, à travers la dictature militaire, était de « remettre les pendules à l'heure », de clore le processus de décomposition de la société et de l'Etat turc, tout en mettant en place une nouvelle forme d'Etat correspondant aux nouveaux rapports de forces, aussi bien entre classes dominantes et classes dominées, qu'au sein même des classes dominantes.

Le pouvoir est structuré autour de deux institutions bien distinctes : le Conseil national de sécurité (CNS) et le Conseil des ministres. Le CNS, composé des

cinq généraux putschistes, a laissé la direction politique quotidienne au Conseil des ministres, composé de bureaucrates civils et de militaires retraités. Pour toutes les affaires économiques et sociales existait et existe une Coordination dirigée par le vice-ministre de l'Economie.

Dans le cadre d'un tel partage des tâches, les généraux ont facilement pu échapper à l'effet corrosif d'une responsabilité directe devant les masses. Le Conseil des ministres et la Coordination économique et sociale ont joué un rôle d'écran derrière lequel les généraux, qui dirigeaient l'action du gouvernement, ont pu rester à l'abri. La cristallisation du mécontentement autour de la Coordination a permis au CNS de continuer à se présenter comme au-dessus de la société et de jouer à l'arbitre impartial, dans la bonne tradition kémaliste (5).

Durant sa première année de pouvoir, la junte a reçu plus de 40 000 lettres, individuelles ou collectives, soit sous forme de plaintes, de demandes d'emploi ou de dénonciations des autorités locales, ou encore réclamant l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers ou de travail dans les entreprises. Le CNS était devenu un véritable bureau des plaintes.

Les travailleurs turcs et kurdes ont subi une défaite politique et idéologique. Cette défaite n'est pas survenue à la suite

d'une confrontation d'ensemble avec la bourgeoisie et son appareil répressif militaro-policier. Une de ses causes est l'inefficacité et l'impuissance politique des « révolutionnaires », malgré leur nombre important de plusieurs dizaines de milliers de militants.

LA DÉFAITE POLITIQUE DES TRAVAILLEURS

Fondées au sein de la jeunesse scolaire, composées principalement d'ex-étudiants ou d'ex-lycéens, les organisations révolutionnaires étaient très fortement implantées dans les couches périphériques de la classe ouvrière. Ces organisations furent incapables d'analyser la situation autrement qu'avec un schématisme qui leur faisait voir croître en parallèle « l'aggravation fasciste du régime » et « l'imminence de la révolution ». Ils n'avaient pas compris que la débâcle électorale du Parti

5. Du nom de Mustafa Kemal « Ataturk » (père des Turcs), ancien général des armées du sultan, prit en 1919 la direction du mouvement d'opposition à l'occupation de l'Anatolie par les troupes grecques, qui déboucha sur la guerre d'Indépendance (1919-1923). La construction de l'Etat bourgeois turc moderne se fera sous la dictature du Parti républicain du peuple (PRP), parti unique créé par Mustafa Kemal, mélange de populisme et de chauvinisme exacerbé.

UN CAS FLAGRANT DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Afin de justifier les multiples restrictions aux libertés qu'ils entendent instituer, les auteurs de la nouvelle Constitution se réfèrent constamment à son article 12. Celui-ci prévoit que les sujets turcs pourront être privés de leurs libertés et droits fondamentaux, pour éviter que ne soient mis en péril l'« intégrité de l'Etat », la « sécurité nationale », l'« ordre public », la « paix civile », le « bien public », les « mœurs publiques », etc.

L'article 13 permet aux tribunaux de priver les individus de leurs libertés et droits fondamentaux en cas d'« abus », et notamment en cas de tentative « d'imposer la domination d'une classe sur une autre ».

La nouvelle Constitution permet également d'imposer le travail forcé, si l'état d'urgence était décrété à l'échelle nationale ou régionale pour cause de crise économique. Au cas où des sujets turcs s'y refuseraient, ils pourraient être mis à mort sur place.

L'article 16, qui prétend garantir le droit à la vie, confère expressément à des représentants de l'Etat le droit de tuer en cas d'auto-défense, au cours de l'exécution d'un ordre ou d'un mandat d'arrestation, ainsi que dans le cadre de l'application d'instructions données sous l'état de siège ou l'état d'urgence.

Le droit d'association fait l'objet de restrictions draconiennes en vertu de l'article 12 et conformément à la clause stipulant qu'il est interdit aux associations de s'occuper de politique, de soutenir des partis politiques ou d'en recevoir de l'aide, ainsi que de collaborer à cette fin avec des syndicats ou des organisations professionnelles. Il s'en suit qu'il est interdit aux associations de promouvoir, par exemple, l'égalité de la femme.

Ces mêmes dispositions seront applicables aux syndicats. Il en résulte l'interdiction de la grève générale, des grèves de solidarité, des grèves politiques, ainsi que des occupations d'entreprises. Les employeurs, en revanche, jouiront du droit au lock-out. Quant aux grèves autorisées, elles pourront être suspendues par le gouvernement, en attendant le verdict de la Commission d'arbitrage, au sein de laquelle les représentants du Conseil national de sécurité et du grand patronat détiennent sept mandats sur neuf.

En ce qui concerne les partis politiques qui seront autorisés à se créer, ils pourront être dissous à tout moment. Enfin, les dirigeants et responsables des anciens partis politiques se voient exclus de la vie publique pour une période variant de cinq à dix ans.

Extraits de « Solidarity-Disk »
Paru à Bruxelles, 4 novembre 1982.

républicain du peuple (PRP) (6) était un signe de la perte des illusions des masses travailleuses vis-à-vis des directions populistes traditionnelles, et que l'absence d'alternative politique conduisait à un recul encore plus grand de la combativité ouvrière.

Face à la stratégie de tension développée par l'extrême droite, elles répondirent par une intensification du terrorisme individuel. Au début de 1980, pour protester contre les augmentations des prix, les groupes d'extrême gauche menèrent des actions totalement substitutives, en forçant les petits commerçants à fermer leurs boutiques. La concurrence entre les groupes était telle qu'elle se transformait en une course à qui ferait fermer le plus de boutiques. La guerre privée contre les fascistes, le substitutisme érigé en principe politique a coupé, les uns après les autres, les liens de ces groupes avec les travailleurs.

Dans ce climat de terreur et de chaos (plus de vingt morts par jour), les masses, désorientées, désabusées vis-à-vis du PRP, n'avaient pas beaucoup de choix : la voie n'était pas celle de la révolution, mais celle de l'apolitisme, réponse logique entre un parti populiste qui instaure l'état de siège (fin 1978) et des groupes incapables de fournir une alternative.

Après le coup d'Etat, cet apolitisme s'est encore renforcé, et on a vu se développer des attitudes corporatistes et individualistes. Bien sûr, le mécontentement restait et reste fort en ce qui concerne la situation économique, et cela s'est manifesté par quelques débrayages dans certaines usines. Très habilement, les militaires ont presque toujours pris parti pour les revendications locales, en promettant une « assistance » aux travailleurs à condition d'accepter des sacrifices. Le martellement de l'idéologie kémaliste, glorifiant le nationalisme turc et le rôle de l'armée, à qui « Mustafa Kemal Atatürk a remis en dépôt sacré la République de Turquie », a renforcé l'apolitisme et l'abandon de toute initiative de classe au profit des « sauveurs ».

« LA NOUVELLE DÉMOCRATIE »

Dans ce contexte, à l'automne 1981, le régime militaire a esquissé les premiers pas d'une « ouverture vers la démocratie », en présentant un calendrier de retour à la démocratie. Ce scénario se composait de plusieurs étapes : d'abord, la nomination d'une Assemblée constituante, puis un référendum autour d'un projet de constitution, et, enfin, la mise en place d'un gouvernement civil, avec la création de nouveaux partis politiques et des élections législatives.

L'Assemblée constituante nommée par la junte il y a plus d'un an, a élaboré un premier projet de constitution et l'a présenté en juin. Les réactions ont été très vives, aussi bien de la part de personnalités politiques que d'intellectuels, d'organisations socio-professionnelles que catégorielles, l'ensemble de la presse reprenant ces critiques et allant jusqu'à accuser ce texte de vouloir ouvrir une période de véritable tyrannie.

De plus, dans cette levée de boucliers, il faut noter l'apparition d'une critique ne se situant pas directement sur le terrain de la démocratie bourgeoise. A côté des deux types de critiques, l'une de la droite traditionnelle, qui revendique un assouplissement de l'hégémonie de l'exécutif, et l'autre, populiste, qui demande un rétablissement de la Constitution de 1961 (7), est apparu un troisième type de critique, soutenu par les instances du syndicat autorisé, Türk-is (8) et par certains éditorialistes de la presse. Ils ont dénoncé la Constitution comme portant le sceau des organisations patronales et excluant les ouvriers de la scène politique.

En fait, l'ampleur des critiques portées au premier projet fut telle que même la majorité de la commission de travail chargée de préparer la Constitution se vit obligée de proposer des modifications. Alors que toute activité politique était interdite depuis septembre 1980, la junte autorisa, le 4 août 1982, les quelques anciens dirigeants des partis politiques dissous à s'exprimer, et elle déclara ne pas vouloir intervenir dans ce débat. C'est un groupe connu comme le plus lié à la junte au sein de l'Assemblée constituante, qui fit adopter des amendements proposés indirectement par le CNS. L'un d'eux, en particulier, voulait lier le référendum sur la Constitution avec l'institutionnalisation du rôle de Kenan Evren comme président de la République et celui des autres putschistes comme membres d'un Conseil présidentiel.

L'intensification des critiques prit, à ce moment-là, des aspects de véritable campagne pour le « non » à la Constitution et, de fait, de « non » aux généraux. Le 20 octobre 1982, Evren a annoncé un nouveau texte définitif, qui stipule, dans des clauses transitoires, que les anciens leaders seraient écartés de toute activité politique pour dix ans, et qui interdit aux anciens parlementaires de créer ou de participer aux instances dirigeantes d'un parti pour cinq ans. En même temps, un décret interdit toute critique de la Constitution, entre le 24 octobre et le 7 novembre, date du référendum, même de façon orale.

Finalement, tout ce bruit autour de la nouvelle Constitution peut être considéré comme le signe d'un changement dans la conjoncture sociale caractérisée depuis deux ans par le vide du champ politique. Aujourd'hui, par l'actualisation d'un choix ouvertement politique et de longue portée, les différentes forces sociales ont commencé à réoccuper ce terrain.

Le projet de constitution, avec son caractère foncièrement restrictif, a suscité un tel débat qu'il a finalement dynamisé

lui-même les différentes classes et couches sociales qui se cantonnaient, jusque-là, dans un apolitisme complet. Le mythe de l'unité nationale a pris de sérieux coups, les intérêts de classe sont de nouveau revenus sur le devant de la scène.

Le taux d'abstention de 10 %, malgré le vote obligatoire sous peine de privation de droits civiques, les résultats dans les banlieues ouvrières d'Istanbul et d'Ankara, dans certaines villes du Kurdistan, sont révélateurs. Une partie plus grande de la population que ne le montrent les résultats s'est opposée à la junte. Alors, pourquoi avoir pris ce risque ?

On peut donc se demander pourquoi une dictature militaire, qui a dirigé le pays durant deux ans par décrets et qui annonce sa volonté de garder encore le pouvoir pour sept ans, a besoin de passer par l'établissement d'une constitution, avec tous les risques que cela représente.

La première réponse qui vient à l'esprit est que les militaires veulent se doter d'un masque démocratique. Au niveau international, ils ne veulent plus être considérés comme des putschistes, mais comme un gouvernement revêtu de la légalité constitutionnelle, en particulier pour les gouvernements européens qui souhaitent avoir des relations avec des généraux respectables. De plus, au niveau intérieur, la légalisation et l'institutionnalisation de la junte lui donne une plus grande possibilité pour canaliser et pour dévoyer une opposition appelée un jour ou l'autre à renaître.

Mais ceux qui se contentent de cette explication ne voient la Constitution que comme une simple mascarade. Les généraux ont compris, eux, qu'ils ne pouvaient pas arrêter le temps, qu'ils ne pouvaient pas geler la lutte des classes. C'est là que se situe la portée véritable de la Constitution. Elle est avant tout une solution pour résoudre et amortir les contradictions au sein des classes dominantes. La cristallisation des différents groupes de pression ne pouvant se faire dans un cadre parlementaire, elle risquait de réapparaître avec plus de force à l'intérieur des forces armées. En effet, un danger de clivage existe au sein du CNS, en particulier sur les questions de politique étrangère, qui risque de se transformer en un conflit entre les quatre armes. Plus qu'un simple conflit entre généraux, cela aurait signifié une destruction du mythe de l'unité de l'armée située au-dessus des questions politiques, c'est-à-dire la destruction des bases idéologiques du kémalisme. ■

Cihangir ORHUN
Décembre 1982.

6. Parti bourgeois lié à l'Internationale socialiste. Il se veut l'héritier du fondateur de la République turque, Mustapha Kemal. Il a bénéficié, lors de ses différents passages au pouvoir, du soutien du grand capital industriel et bancaire. Son dirigeant le plus connu est Bulent Ecevit, mis en prison à deux reprises après le dernier coup d'Etat, puis libéré au mois d'octobre dernier.

7. Après la promulgation du coup d'Etat du 27 mai 1960, le général Cemal Gursel, porté au pouvoir, promulgua, en juillet 1961, une

Constitution accordant le « droit de grève et les libertés d'expression, de réunion et d'association ».

8. Premier syndicat ayant existé en Turquie, avec l'aide des syndicats américains. Avec un million d'adhérents (principalement dans le secteur d'Etat), c'est aujourd'hui la seule confédération autorisée, et son secrétaire général est l'actuel ministre de la Sécurité sociale. Sa direction est composée de membres des deux principaux partis bourgeois, le Parti de la Justice et le Parti républicain du peuple.

Pour un vote socialiste aux présidentielles du 13 février

DES changements importants avaient commencé à se produire dans la région de l'Est du bassin méditerranéen avec le développement de la révolution iranienne. Mais de nouveaux éléments clefs sont intervenus depuis : l'instauration de la dictature en Turquie d'une part, la victoire électorale socialiste en Grèce d'autre part, et, enfin la défaite palestinienne au Liban.

La révolution iranienne renforce la place et l'utilité de Chypre dans le dispositif impérialiste dans la région. Les trois autres éléments entraînent une modification des équilibres de forces dans la région et à Chypre même.

Costas STAVRINOS

L'instauration de la dictature en Turquie et la mise au pas du mouvement ouvrier de ce pays ont pour conséquence d'éloigner la perspective de réalisation concrète d'un front commun des travailleurs grecs et turcs au sud de Chypre et en Grèce même (voir encadré). C'est un aspect important, car le mot d'ordre « Grecs et Turcs sont frères » (utilisé dans un sens populiste et sans contenu de classe précis) est très utilisé à Chypre depuis l'indépendance, aussi bien par la gauche que par ce qu'on peut appeler « la droite du centre » ... Mais aujourd'hui, les possibilités de regroupement syndical entre Chypriotes grecs et turcs ont diminué. La conscience nationale chypriote évolue dans un sens chauvin, renforcé par la répression que provoque la dictature turque (voir *Inprecor* numéro 103 du 8 juin 1981).

D'autre part, l'accession d'Andreas Papandreou au pouvoir à Athènes a certainement nourri de nouveaux espoirs et fait remonter la conscience « filiale » dans la population chypriote grecque envers le gouvernement grec. Auparavant, les gouvernements grecs étaient toujours paternalistes envers les Chypriotes, mais sans grandes possibilités de manœuvre réelles, du fait de leur insertion profonde dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN). Leur discours par rapport à Chypre (« Comptez sur nous ... ») revêtait donc un caractère démagogique assez transparent.

En Grèce même, Papandreou a fait monter la fierté nationale face aux Américains, et éventuellement face aux Turcs. Après son arrivée au pouvoir, sa visite à Chypre a été l'occasion d'un grand rassemblement populaire qui a peu d'équivalents dans l'histoire de l'île.

L'élément le plus récent enfin, c'est la défaite palestinienne au Liban, qui réduit davantage l'espace d'une politique tiersmondiste ou non-alignée, dans la tradition de Makarios (1), qui prévaut encore au niveau du gouvernement chypriote. L'existence d'une résistance

palestinienne active au Liban encourageait un esprit combatif chez les travailleurs chypriotes. Après cette défaite, les secteurs combattifs se trouvent privés d'une de leurs sources d'inspiration et d'énergie.

A Chypre même, il y a des signes d'aggravation de la crise économique et sociale, mais il n'y a pas encore de changement notable au point de se traduire par une explosion de luttes. Le chômage a augmenté, mais il reste autour de 3 ou 4 % de la population active, c'est-à-dire bien au-dessous des chiffres de la plupart des pays capitalistes développés. La vie est un peu plus chère, mais là aussi le changement n'est pas qualitatif.

On peut seulement constater le développement d'un esprit de « rouspétance » chez les travailleurs, une ouverture à la discussion politique. Mais la capacité de contrôle des syndicats demeure énorme. La classe ouvrière est très largement encadrée par la Confédération ouvrière pan-chypriote (PEO), la CGT locale, influencée par le Parti communiste. L'Union syndicaliste chypriote (SEK), comparable à Force ouvrière (FO) en France, est assez importante chez les employés de l'Etat.

Au niveau politique enfin, c'est la question nationale qui demeure au premier plan. Son expression passe toujours principalement par la discussion intercommunautaire au niveau gouvernemental, mais ce petit jeu est de plus en plus discrédité ... D'autant plus que pour la première fois, quelqu'un qui représente une force populaire significative (Papandreou), a dit qu'il fallait chercher d'autres voies et ne pas trop miser sur ces mécanismes. Ce point de vue est largement popularisé à Chypre même par le « parti frère » social-démocrate, l'EDEK.

LES CANDIDATURES ET LES ENJEUX DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Trois candidats sont en lice pour les élections présidentielles du 13 février 1983 : Spyros Kyprianou, l'actuel président de la République, Glafcos Clerides et Vassos Lyssarides. Clerides est le candidat du Rassemblement démocratique, qui a

réuni 32 % des suffrages aux précédentes élections législatives. Kyprianou est soutenu par le Parti démocratique (17 %) et par le PC (33 %), soit environ 50 % de l'électorat. Lyssarides enfin, est le candidat de l'EDEK, qui représente environ 8 %.

C'est la première fois qu'existe un véritable front populaire sous la forme d'une coalition formelle entre le Parti démocratique et le PC. Il ne s'agit plus d'un simple soutien à un gouvernement de droite, mais d'une coalition effective sur la base d'un programme minimum que le PC va respecter. Le Parti démocratique est un parti assez faible, le perdant des dernières élections législatives avec 17 % des voix, et qui se présente comme l'héritier de Makarios, sans avoir la force de son régime et dans un contexte régional tout à fait différent : déclin du bonapartisme bourgeois et, en face, une moitié du pays occupée par une armée (turque) très forte. Ce n'est pas la faute de Spyros Kyprianou, c'est le destin qu'aurait connu n'importe quel autre successeur de Makarios dans le vide de direction politique qui a succédé au monopole du pouvoir que ce dernier a exercé pendant une vingtaine d'années.

Dans un monde qui a changé, tout autour de l'île et à Chypre même, la ligne makarienne prônée par des forces plus petites et discréditées n'a pas changé. On cherche toujours une solution aux problèmes par le biais de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou dans l'aide problématique (et qui ne vient jamais) des « pays socialistes » ou « non alignés ».

Le Parti démocratique a pour lui l'avantage d'être au pouvoir dans une société où le poids des services, du secteur des employés de l'Etat est déterminant.

Ce Parti survit aussi parce qu'il existe un PC important qui a décidé de le soutenir. Il y a un an environ, le PC avait décidé de ne plus soutenir le président Kyprianou. Un beau jour, on découvrit dans le journal du PC un titre à la « une » et en grosses lettres : « Kyprianou, un Président incapable ». Tout s'est passé à la manière habituelle du PC : un tournant brusque et soudain. La rumeur disait que le Président avait commencé à chercher une issue à la discussion intercommunautaire en se tournant vers l'Occident. C'est le spectre qui plane sur toutes les têtes politiques depuis les accords de Camp David et leurs résultats ...

Deux ou trois petites grèves se sont produites, et tout de suite tout le monde a senti cette force ouvrière cachée et paralysée par l'alignement du PC sur le gouvernement. Il y a eu une vague d'enthousiasme parmi les travailleurs. Le gouvernement a compris tout de suite, et le PC

1. Mikhail Khristodoulos Mouskos Makarios III (1913-1977). Archevêque de la communauté chypriote grecque en 1950 et « ethnarque » (chef national). Il fut le dirigeant politique de la lutte pour l'indépendance de l'île contre l'impérialisme britannique. Le général Georges Grivas (1899-1974) en était le chef militaire. Monseigneur Makarios fut élu premier président de la République chypriote en 1960, et réélu en 1968 et 1973.

plus encore, que cette expérience était trop risquée pour continuer.

Quelques mois plus tard, Kyprianou est redevenu pour le PC le seul « capable » de gérer ce pays. Il est évident que le PC préférerait pouvoir soutenir un Président moins usé, ayant quelque prestige à son actif, et bien évidemment de droite. Mais, comme les choses ne se clarifient pas, le PC s'est attaché à trouver rapidement un candidat pour couper court aux discussions qui s'annonçaient dans ses propres rangs. Cette peur n'est pas imaginaire si l'on considère que le PC a déjà vu ses propres voix régresser aux législatives. Il était donc obligé d'en revenir à la seule personne disponible : Kyprianou.

Ce dernier va probablement être ré-élu, la question est plutôt de savoir s'il l'emportera dès le premier tour, ou seulement au second.

La campagne de la Collaboration démocratique est axée sur la continuité : poursuite de la ligne de collaboration privilégiée avec les « pays non alignés » et les « pays socialistes ».

Clerides, président et candidat du Rassemblement démocratique (RD), est une personnalité reconnue de longue date. Il tire son prestige personnel d'avoir été l'un des principaux collaborateurs de Makarios. Son parti visera à rassembler les forces de droite. Il a effectivement ramassé le gros de la population conservatrice et d'extrême-droite. Mais, dernièrement, est aussi apparue en son sein une aile « centriste » et « social-démocratisante ». Le fait qu'il était personnellement hors du gouvernement et du Parlement a donné à Clerides une marge pour développer une politique droitrière, « réaliste », nationaliste, pro-américaine, mêlée de démagogie démocratique : soutien aux employés de l'Etat poursuivis pour délit d'opinion, défense du pluralisme de l'information ...

Après l'arrivée de Papandreou au pouvoir en Grèce en 1981, le Rassemblement démocratique a essayé de tirer parti de l'événement pour deux raisons. La première, c'est qu'il était traditionnellement tourné vers les gouvernements grecs précédents en tant qu'alliés privilégiés. La bourgeoisie chypriote a besoin de la protection de la bourgeoisie grecque pour essayer de garantir sa propre existence, à n'importe quel prix. Glafcos Clerides était donc obligé de se tourner vers ce nouveau

gouvernement, en comprenant bien qu'il s'agissait d'une nouvelle gestion loyale du capitalisme grec. Il est significatif que le thème central de la campagne électorale soit le « changement » : ce parti représente la seule force d'opposition significative et il a toutes les raisons de jouer démagogiquement sur ce tableau pour empêcher ses électeurs de se tourner vers le Parti socialiste (EDEK) qui est, par nature, le fils bien-aimé de Papandreou ...

Le Parti socialiste (EDEK, social-démocrate) devrait être normalement le grand gagnant de ces élections. C'est le parti qui a toujours prôné la lutte radicale contre l'impérialisme et les Turcs. Jusqu'à l'arrivée de Papandreou au pouvoir en Grèce, il apparaissait comme un parti peu crédible, rêveur et irréaliste. Soudainement, sa politique, considérée comme peu réaliste, est devenue celle du gouvernement grec, du moins verbalement, et un petit parti représentant 8 % seulement des suffrages se trouve de fait à l'offensive et pousse l'audace jusqu'à s'affirmer candidat au pouvoir. C'est ce qui explique la présentation dans ces élections de la candidature indépendante de Vassos Lyssarides.

Cette candidature constitue un événement historique pour la politique chypriote. C'est la première fois qu'un parti ouvrier présente un candidat à la présidence, le caractère de ce parti étant fondamentalement déterminé par le poids du Parti socialiste grec (PASOK) d'un côté, et par l'affaiblissement du pôle révolutionnaire, du fait de la défaite palestinienne au Liban, de l'autre. Pour s'affirmer, le PS chypriote (EDEK) veut apparaître comme un parti capable de réaliser l'entente nationale, d'où un tournant électoraliste net vers les forces de centre-droit.

A partir de sa campagne populiste, la force électorale de l'EDEK va probablement progresser. C'est une réédition de la campagne de Papandreou en Grèce, mais en plus flou. Rien de concret n'est proposé. On en reste à un discours général sur le renouveau, la décentralisation, la participation populaire au pouvoir, mais sans avancer de promesses de mesures concrètes. Le seul cheval de bataille tangible est bien celui de la collaboration active avec le pouvoir socialiste en Grèce.

Ainsi, un des mots d'ordre classiques des partis de gauche était le retrait de Chypre de toutes les armées étrangères (anglaise, grecque, turque). La Collabora-

tion démocratique maintient ce thème, mais Papandreou a manifesté publiquement son désaccord, en mettant l'accent sur le retrait des troupes turques. Vassos Lyssarides a aussitôt repris ce thème à son compte. C'est clair, Andreas Papandreou veut renverser sa politique verbalement radicale au profit du renforcement du cadre de l'OTAN et du Marché commun.

Ce cours va modifier les relations entre la lutte de libération nationale des masses arabes et le problème chypriote. Les bases anglaises qui demeurent à Chypre sont en effet destinées au contrôle impérialiste de la région. La résistance palestinienne était plus intéressée à un mouvement chypriote axé contre la présence britannique que contre la présence turque. C'est également vrai pour l'Union soviétique, qui mène une politique tout à fait conciliatrice envers la Turquie, y compris aujourd'hui. La visite de Spyros Kyprianou à Moscou a d'ailleurs été aussitôt compensée par une visite du chef de la junte militaire turque.

Le fait qu'Andreas Papandreou soit arrivé au pouvoir constitue une ouverture pour les pays arabes, sur la base d'intérêts économiques. Les liens entre le gouvernement chypriote et certains pays arabes peut donc se perpétuer, mais dans une perspective différente.

Il faut noter à ce propos que la mobilisation de solidarité avec le peuple palestinien pendant la guerre du Liban est restée des plus modestes. La manifestation la plus importante a regroupé 2 000 personnes, alors qu'on sait le PC capable d'en mobiliser 10 000 quand il le veut. En revanche, la solidarité matérielle (alimentaire, dons, etc.) a été considérable. Le sentiment de solidarité était si profond que le Parlement s'est senti obligé d'envisager la possibilité que le gouvernement puisse rompre les relations diplomatiques avec Israël. Mais celui-ci s'en est bien gardé.

Dans ces conditions, il faut exploiter la possibilité exceptionnelle de voter pour un parti ouvrier, c'est-à-dire l'EDEK au premier tour, tout en dénonçant le tournant électoraliste droitier de ce parti. Il faut aussi souligner que le PC et le PS atteindront ensemble presque la majorité absolue. Les alliances qui sont à nouveau passé à Chypre pour ces élections sont contre-nature d'un point de vue de classe. Les perspectives doivent aller vers un développement de la solidarité de classe entre travailleurs chypriotes et grecs, dans la mesure où l'élection de Papandreou a libéré en Grèce d'importantes énergies sociales, et vers un développement de la solidarité avec le peuple turc victime de la dictature. Le gouvernement sortant de Kyprianou a au contraire livré, l'an dernier, des réfugiés turcs et kurdes au gouvernement turc. Deux d'entre eux ont été décapités. Enfin, le maintien de la solidarité avec le peuple palestinien demeure une question centrale. ■

Costas STAVRINOS
Nicosie, 31 janvier 1983.

La partition de l'île

L'île de Chypre a conquis son indépendance en 1960 au terme de cinq années de lutte armée de libération nationale contre l'impérialisme britannique. Cette lutte a essentiellement été le fait de la communauté grecque. Sur une population de 630 000 habitants, on compte environ 480 000 Chypriotes grecs et 115 000 Chypriotes turcs. En 1974, une intervention militaire turque a provoqué la partition de l'île. Il existe, depuis, une ligne de démarcation, la « ligne verte ». Un Etat turc-chypriote fédéré à la Turquie a été proclamé, mais il n'est pas reconnu internationalement. Il cherche à accéder à cette reconnaissance par le biais des soutiens qu'il tente d'obtenir dans le cadre de la conférence islamique. La partition a abouti à un transfert massif de populations et à la séparation presque totale des deux communautés : 200 000 Chypriotes grecs ont été déplacés du nord au sud du pays, et la presque totalité des Chypriotes turcs a été regroupée au nord.

ITALIE

Les travailleurs accepteront-ils le Contrat social ?

L'accord que les organisations syndicales italiennes ont signé avec le patronat, le 23 janvier dernier, sous les auspices du gouvernement, représente la tentative de pacte social la plus systématique qu'on ait jamais vue en Italie. Fondamentalement, les directions syndicales ont accepté le cadre d'ensemble de la politique d'austérité du gouvernement et les demandes majeures du patronat.

L'accord prévoit tout d'abord un réajustement du mécanisme de l'échelle mobile (voir *Inprecor* numéro 135 du 25 octobre 1982 et numéro 139 du 20 décembre 1982). Il est vrai que l'augmentation de salaire correspondant à chaque point de variation de l'indice du coût de la vie reste égal pour tous (6 800 lire par point, environ 34 FF). Mais le nouveau mécanisme compensera moins qu'auparavant les effets de l'inflation. Il est difficile de calculer dès maintenant la perte de salaire réel pour les travailleurs : les estimations oscillent, en tout cas, entre 18 et 25 %. Il faut ajouter, par ailleurs, qu'une polémique sur l'interprétation du texte signé s'est élevée, qui n'est pas tranchée à l'heure où nous écrivons. Les syndicats affirment que les fractions de point qui ne sont pas prises en considération pour un trimestre donné doivent être ajoutées dans le calcul du trimestre suivant, alors que les patrons prétendent qu'elles soient tout simplement perdues pour les travailleurs. Le gouvernement semble enclin à accepter l'interprétation des syndicats, mais la question reste ouverte.

En deuxième lieu, des limites rigides ont été mises aux augmentations salariales, à l'occasion de nouveaux contrats catégoriels. Ces augmentations seront échelonnées sur trois ans, et ne pourront pas dépasser respectivement 25 000, 35 000 et 40 000 lire (soit environ 125 FF, 175 FF et 200 FF). La durée des contrats est prolongée de trois ans à trois ans et demi (et non de deux ans à trois ans et demi, comme nous l'avions écrit par erreur dans le précédent numéro d'*Inprecor*), et les contrats au niveau de l'entreprise, qui traditionnellement jouaient un rôle important, seront presque vidés de tout contenu, dans la mesure où ils ne pourront pas comporter des avantages supérieurs à ceux contenus dans les contrats nationaux.

En ce qui concerne l'horaire de travail, on ne prévoit que des réductions mo-

destes, de 20 heures par an à partir du deuxième trimestre de 1984, et de 20 heures à partir du premier semestre 1985. Qui plus est, il s'agit de réductions d'horaire déjà inscrites dans les contrats précédents, mais que le patronat s'était refusé à appliquer sous divers prétextes.

Finalement — et il s'agit d'un point très important — le patronat obtient un succès incontestable en ce qui concerne les normes d'embauche. Il aura désormais le droit d'embaucher directement, sans passer par les bureaux d'embauche (où les syndicats ont un droit de regard), 50 % des travailleurs dont il aura besoin, et pourra embaucher pour des durées limitées. Une limite de temps sera par ailleurs fixée pour la jouissance de la *Cassa Integrazione* (allocation de chômage), alors que jusqu'à présent aucune limite n'était formellement définie.

Nous avons déjà mentionné les polémiques sur l'application de l'accord, qui ont déjà commencé. Il est donc possible, encore une fois, qu'il y ait un décalage important entre ce que les syndicats ont concédé sur le papier et ce qui pourra être effectivement mis en pratique. Tout dépend des réactions dont sera capable la classe ouvrière.

Pour l'instant, un sentiment de confusion et de désarroi semble prévaloir. Dans les assemblées de travailleurs qui ont déjà eu lieu dans les usines, les bureaucraties syndicales se sont efforcés de noyer le poisson et ont évité de soumettre l'accord au vote. Mais, au fur et à mesure que la portée de cet accord deviendra plus claire, il est difficile de croire qu'une classe ouvrière qui a donné, dans les premières semaines de 1983, une nouvelle preuve de son extrême combativité, avalera la couleuvre sans réagir (voir *Inprecor* numéro 142 du 31 janvier 1983). ■

ITALIE

La LCR dans les mobilisations anti-missiles

En décembre 1982, à la suite d'une série d'actions et alors que s'ouvrait un débat sur la stratégie à suivre, le mouvement contre l'escalade dans les armements atomiques et contre l'installation d'une grande base de missiles de croisière (Cruise) à Comiso en Sicile a retrouvé une certaine vitalité.

La longue marche qu'il a organisée, de Milan à Comiso, s'est terminée le 18 décembre par une grande manifestation sicilienne. Une série d'actions d'envergure avait salué son passage dans les villes de

Piacenza, Parme, Florence et Rome. Une autre marche, partie de Catane (Sicile), s'est achevée en manifestation le 23 décembre ; elle avait été organisée par le camp de la paix internationale permanent établi à l'aéroport de Magliocco, près de la base de Comiso. Dans le courant du même mois, Edward P. Thompson, un des porte-parole des mouvements pour la paix britannique et européen, faisait une tournée fructueuse en Sicile. Il s'adressa en particulier au mouvement syndical italien, le pressant de s'engager dans la lutte contre la base militaire de Comiso. Il faut également signaler une grève de la faim contre les missiles, à laquelle participèrent un dirigeant du PC sicilien, Cagnes, et des militants de la paix italiens, britanniques, allemands et néerlandais. L'élément nouveau le plus important de ces dernières semaines a été l'initiative d'un groupe de sénateurs de gauche indépendants (élus avec l'appui du Parti communiste) visant à faire adopter par le Parlement une motion contraignant le gouvernement italien à organiser un référendum national sur la question de l'implantation de missiles à Comiso.

La manifestation de 250 000 personnes qui a eu lieu à Rome, le 24 octobre 1981, avait marqué le début du grand essor du mouvement anti-guerre. La décision du Parti communiste italien (PCI) de s'engager sur la question avait alors largement contribué à cette réussite. Il craignait, en effet, qu'un mouvement de masse, à l'image des mouvements d'Europe du Nord, ne se développe en dehors de son contrôle et sur des positions trop anti-impérialistes à son goût. Il cherchait également à mettre en difficulté le Parti socialiste (PSI), qui faisait preuve d'un atlantisme virulent, et à trouver un mouvement où ses propres militants pourraient s'investir pour mettre fin à la paralysie et à l'isolement relatifs qu'il avait connus dans la période qui avait suivi le « compromis historique ». C'est ainsi que le PCI contribua à rassembler un million de signatures pour la « suspension » du projet Comiso. En effet, le PCI n'appelle pas au refus clair et net de l'installation des missiles, mais à sa « suspension » dans le cadre de « négociations » générales.

Par la suite, et tout au long de 1982, le mouvement pour la paix avait plutôt piétiné. La manifestation contre Reagan, en juin, avait rassemblé beaucoup de monde, mais pas autant que celle d'octobre 1981. Le PCI avait réduit son engagement, ayant le souci de préserver l'équilibre du gouvernement Spadolini et d'éviter des élections anticipées. D'autre part, une divergence se fit jour entre les deux principales composantes politiques du mouvement.

On avait, d'un côté, les forces sous l'hégémonie du PCI, parmi lesquelles le Parti d'unification prolétarienne (PDUP, groupe centriste à la gauche du PCI, qui comprend des personnalités comme Lucio Magri et Rossana Rossanda et dont le journal, *Il Manifesto*, joue un rôle important), situait clairement son action au sein du mouvement ouvrier, mais avec une conception « verticaliste » de l'organisation des mobilisations, illustrée par le fait qu'il agissait, par exemple, par l'entremise du Comité du 24 octobre, cartel romain de dirigeants politiques et de personnalités. Les tenants de cette position s'efforçaient en même temps d'affaiblir toute dynamique anti-impérialiste risquant d'aller au-delà de vagues appels à la paix et aux négociations entre les « super-puissances ». En juin 1982, par exemple, la manifestation de Rome, qui coïncidait avec la visite de Reagan en Europe, s'est arrêtée devant les ambassades américaine et soviétique. Le 4 juin, un article de Fulvio Papi dans *l'Unità* (le journal du PCI) affirmait que « la stratégie des deux super-puissances (...) avait commencé à considérer l'espace européen comme disponible pour l'escalade nucléaire ». Les dirigeants du PCI comptaient sur la capacité de la Communauté européenne (appuyée par le mouvement pour la paix), pour amener les super-puissances à « négocier de manière positive ». De toute façon, le cadre politique du PCI est celui de l'acceptation de la « réalité » de l'OTAN et non celui de la revendication du retrait de l'Italie de cette organisation.

On avait, de l'autre côté, les forces « alternatives » ou « d'action directe », comprenant des indépendants, le Parti radical (PRI) et la Ligue des objecteurs de conscience (LOC). Leur position, quant à une « responsabilité des super-puissances » n'est pas vraiment différente, mais ils sont impatients de voir se réaliser une action véritable à l'encontre des missiles. C'est ainsi qu'ils ont participé à la construction du camp international de la paix près de Comiso.

En outre, il existe un réseau de comités pour la paix, mais il est assez limité parce que sa démarche pour un désarmement unilatéral est plus anti-impérialiste. De ce fait, les principales forces politiques de gauche lui préfèrent des cartels lancés au niveau national, comme le Comité du 24 octobre, pour organiser les mobilisations.

Cependant, on voit souvent de nombreux militants de base du PCI, notamment des jeunes, militer dans le mouvement pour la paix, et souvent sur des positions anti-impérialistes plus claires que celles de leur direction.

Nos camarades de la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR, section italienne de la IVe Internationale) jouent un rôle actif dans le mouvement pour la paix et expliquent qu'il faut lutter contre deux risques. L'un consiste à reconnaître, à juste titre, le rôle majeur du mouvement ouvrier dans la mobilisation, mais à l'opposer à la nécessité de la création de comités actifs, et à refuser, en consé-

quence, toute initiative qui ne vienne pas du sommet des appareils. L'autre danger est de croire fausement, en refusant cette paralysie, que seules des actions plus ou moins spontanées surgies de la mouvance des militants anti-guerre peuvent mener à une victoire politique sans l'active participation du mouvement ouvrier.

La LCR a soutenu toutes les initiatives qui visaient à construire le mouvement pour la paix — même lorsqu'il existait certaines illusions quant à l'efficacité de la tactique d'action directe — comme dans le cas du camp international de la paix. Mais elle considère que la pierre de touche pour arrêter l'installation des missiles à Comiso réside dans la construction d'une campagne nationale, centralisée et massive. Les exhortations du PCI et autres pour la paix et pour que les grandes puissances négocient sérieusement, font diversion. Il est capital d'amener le mouvement ouvrier à exiger l'arrêt des travaux de construction nécessaires à l'installation des missiles. Dans cette perspective, la réunion nationale des comités pour la paix qui s'est tenue les 22 et 23 janvier à Rome, a été une étape importante pour le mouvement, qui y a tracé ses perspectives pour 1983, année prévue pour la mise en place des missiles à Comiso. 700 délégués des comités y participèrent. Ils se sont, entre autres, prononcés en faveur du soutien à la proposition de référendum des sénateurs « indépendants de gauche ». L'assemblée a décidé d'appeler à une manifestation à Rome, le 5 mars, le jour de la discussion du budget militaire au Parlement.

L'initiative des sénateurs de la gauche indépendante de pousser le Parlement à lancer un appel pour un référendum sur Comiso est une chose positive. Les sondages d'opinion font apparaître qu'un tel référendum obtiendrait une majorité sans équivoque de « non » aux missiles. Pour être adoptée, la motion sur le référendum doit obtenir la majorité absolue du nombre total de députés. La LCR et le PDUP discutent avec ses initiateurs d'organiser le soutien à cette proposition de référendum, en développant une campagne de masse à partir des millions de signatures déjà recueillies contre les missiles, et en collectant encore davantage, pour élargir la mobilisation autour de ce thème populaire.

Comme l'a très justement fait remarquer E. P. Thompson, lors de sa tournée en Sicile, la décision concernant Comiso est importante pour l'ensemble du mouvement européen pour la paix. La construction de la base de missiles créerait un « fait accompli » permettant à d'autres gouvernements, qui hésitent encore à se ranger à l'avis des Etats-Unis, à cause de la pression de leur opinion publique, de justifier une décision finale de cet ordre. Etant donné l'importance que l'impérialisme américain attache à la mise sur pied d'un soutien logistique à sa Force de déploiement rapide en Europe (RDF), réitérée lors de la réunion de l'OTAN à Bruxelles, en décembre 1982, l'Italie s'est vue attribuer un rôle particulier comme force d'intervention et d'appui sur le flanc mé-

dional de l'OTAN. Autrement dit, celui de défendre les intérêts impérialistes (le pétrole) au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et de contrer un prétendu surarmement militaire soviétique en Méditerranée. Ce renouveau de dynamisme de l'impérialisme italien dans son rôle d'associé mineur de l'impérialisme américain apparaît clairement avec sa participation à la Force internationale d'interposition au Liban et l'augmentation de son budget militaire à un taux supérieur à celui de l'inflation, et cela pour la cinquième année consécutive. Une attention toute particulière est apportée au matériel militaire d'intervention rapide.

Toute lutte contre les missiles est donc une lutte directe contre le gouvernement d'Amintore Fanfani, qui assume pleinement son rôle impérialiste et est soutenu à fond par une industrie italienne de l'armement florissante (l'Italie est le quatrième pays exportateur de matériel militaire du monde). Un mouvement anti-guerre en Italie ne peut pas seulement être construit sur la base de simples appels généraux pour la paix et les négociations. La Lega Comunista Rivoluzionaria et les cercles de jeunesse en solidarité avec elle mettent en avant le mot d'ordre : « *Du travail, pas de bombes !* », faisant le lien entre la lutte contre les nouvelles propositions de réduction des dépenses sociales faites par le gouvernement Fanfani et contre l'accroissement du budget militaire. Elle situe le combat contre les missiles dans le contexte de la lutte internationale contre les menaces de guerre de l'impérialisme.

PORTO RICO

Un tournant Parti socialiste

Le Parti socialiste portoricain (PSP) est une organisation indépendantiste de la colonie américaine de Porto Rico, qui est généralement considérée comme pro-castiste. Lors de son IIIe Congrès, qui s'est tenu en octobre 1982, le PSP a opéré un tournant politique important concernant la relation entre la lutte pour l'indépendance et le combat d'émancipation sociale des masses portoricaines.

Dans son organe *La Verdad* (La Vérité) de décembre 1982, la Ligue internationaliste des travailleurs (LIT), organisation portoricaine, dont une loi réactionnaire américaine empêche qu'elle soit membre de la IVe Internationale, publie une déclaration de son Comité exécutif, qui analyse cette évolution du PSP.

Ce texte rappelle que le programme socialiste approuvé par le PSP en 1975 envisageait le développement d'un parti révolutionnaire des travailleurs qui soit la force dirigeante et organisatrice du processus indépendantiste et socialiste portoricain. Cette organisation, qui devait donner « la direction idéologique, politique et pratique aux masses travailleuses », de-

vait être « l'expression (...) de l'idéologie de la classe ouvrière, nous l'appelons le parti d'avant-garde ». Le programme précisait par ailleurs qu'« aucun autre objectif organisationnel n'a plus grande priorité pour nous que de développer pleinement le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, qui est la pierre angulaire de toute stratégie de libération ». La décision la plus importante du dernier congrès du PSP fut donc de modifier radicalement cette priorité ratifiée lors du congrès de 1978.

La résolution centrale du IIIe Congrès du PSP précise maintenant que « la thèse suivant laquelle nous devons nous concentrer à renforcer la classe ouvrière pour ensuite obtenir l'indépendance n'est pas réaliste, ce doit être l'inverse : il faut obtenir l'indépendance pour atteindre le renforcement de la classe ouvrière et l'accomplissement complet de ses objectifs stratégiques dans l'histoire portoricaine ». Abandonnant la perspective de construction d'un parti d'avant-garde, le PSP va s'orienter vers la mise en place d'un « Mouvement de salut national » au sein duquel, selon le texte du congrès du PSP, « doivent converger toutes les classes et les individus qui forment la "portoricantité" ». Le PSP affirme dorénavant seulement que ce mouvement « doit être dirigé par la classe ouvrière, et spécifiquement son avant-garde, sans faire de grands étalages de son rôle dirigeant ».

Face à cette nouvelle orientation du PSP, le document de la LIT précise qu'à Porto Rico « la bourgeoisie créole du XIXe siècle, organisée en différentes variantes politiques, parce qu'elle n'a pas eu la force de se confronter à l'invasion nord-américaine de 1898 et de mener une guerre d'indépendance pour établir son propre Etat national, a opté pour la soumission et s'est fait socialement l'intermédiaire de la grande bourgeoisie yankee. Cela explique sommairement pourquoi il n'y a pas eu de guerre d'indépendance, comme cela arriva à Cuba ou dans d'autres républiques latino-américaines ».

Aussi, la bourgeoisie portoricaine en est-elle arrivée à ne plus disposer d'intérêts authentiquement nationaux à défendre face à l'impérialisme. « Les intérêts de la nation portoricaine ont donc été historiquement représentés par la seule classe fondamentale qui ait des intérêts irréconciliables avec ceux de l'impérialisme nord-américain, la classe ouvrière. La bourgeoisie intermédiaire portoricaine et ses partis politiques, le Parti progressiste nouveau (PNP) et le Parti populaire démocratique (PPD), représentent une classe antinationale. Nous nous trouvons donc devant une situation où les revendications de la révolution démocratique bourgeoise entrent en contradiction avec les intérêts d'une bourgeoisie parasitaire, et de ce fait se convertissent en revendications du prolétariat portoricain. (...) La question nationale peut donc seulement être résolue par les masses travailleuses, en particulier le prolétariat industriel, avec un programme qui incarne ses intérêts historiques, c'est-à-dire un programme socialiste. Nous considérons que le

IIIe Congrès du PSP a adopté une ligne fausse en proposant la formation d'un "Mouvement de salut national", passant sous silence le caractère de classe de la dynamique qui impulsera la lutte pour l'indépendance. »

GRANDE-BRETAGNE

Thatcher contre les travailleurs du Service des eaux

Alors que la grève des employés du Service des eaux entre dans sa deuxième semaine, près de 5 millions et demi de Britanniques doivent faire bouillir leur eau avant de l'utiliser, et 15 000 personnes sont complètement privées d'eau. A la fin de la première semaine de cette grève pour l'augmentation des salaires, ces travailleurs ont rejeté à une majorité écrasante une offre de 7,3 % d'augmentation pour un contrat de 16 mois.

Ils réclament 15 % d'augmentation, ce qui les placerait à parité avec ceux du gaz et de l'électricité. Leurs revendications comprennent également une demande de réduction d'une heure de la semaine de travail, et la cinquième semaine de vacances après un an de service.

Bien sûr, cette revendication salariale d'une partie des travailleurs du secteur public va à l'encontre de la norme de 4 % d'augmentation pour l'année, imposée par le gouvernement de Margaret Thatcher. Après le succès qu'elle a remporté contre les travailleurs de la santé, les mineurs et les cheminots, Thatcher nourrit l'espoir d'ajouter un nouveau scalp à sa ceinture et, en même temps, de poursuivre sa stratégie d'affaiblissement continu des syndicats, tout particulièrement dans leurs bastions du secteur public. Ainsi, la grève a donné au gouvernement un prétexte pour menacer de rompre les accords salariaux en vigueur signés avec les syndicats.

Le gouvernement conservateur et la presse nationale, anti-ouvrière dans sa quasi-totalité, se sont lancés dans une campagne hystérique contre les grévistes, accusant cette « minorité » d'« inonder les rues britanniques d'eaux sales ». Thatcher a pressé les grévistes d'adopter « des valeurs de travail victorienne et puritaines » et « de cesser de priver la communauté de l'une des choses essentielles dans la vie de tous les jours » (*Guardian*, 29 janvier 1983). Elle garde

l'espoir que « l'esprit des Falklands » la protégera et, au cas, où les appels moraux et les sondages d'opinion ne seraient pas suffisants, elle envisage de faire intervenir l'armée pour assurer la distribution de l'eau.

La victoire des employés des eaux dépendra beaucoup du type de soutien qu'ils rencontreront chez les autres travailleurs, et jusqu'à quel point ils pourront porter atteinte à la production industrielle. Gagner le soutien des travailleurs signifie également pouvoir prévenir toute tentative, par la direction du syndicat ou du Trade Union Congress (TUC, Confédération syndicale nationale), de signer des accords de compromis pourris, comme ceux qui ont scellé la défaite des travailleurs de la santé et des cheminots. Contrairement aux travailleurs de la santé, les employés des eaux peuvent frapper un grand coup, qui peut s'avérer très douloureux pour Thatcher ; on sait que l'industrie a d'énormes besoins en eau. Imperial Chemicals (ICI) qui utilise chaque jour 16 000 m3 d'eau a déjà déclaré que c'est l'affaire de quelques jours avant que la firme ne soit obligée de fermer ses unités de production.

Quant à l'opposition travailliste, selon la déclaration de son porte-parole pour l'environnement, Gerald Kaufman, dans le *Guardian* du 3 janvier, elle met uniquement l'accent sur la possibilité pour les dirigeants du Service des eaux de négocier sans interférence gouvernementale, et ne souffle mot du soutien total et inconditionnel à accorder à ces travailleurs.

Aux dernières nouvelles, les grévistes sont plus que jamais résolus à poursuivre la lutte. Dans plusieurs régions, ils refusent maintenant d'assurer même un service minimum. Les militants de la gauche du Parti travailliste et les groupes d'extrême gauche, dont nos camarades de la Ligue socialiste (section britannique de la IVe Internationale), font tout pour construire la solidarité avec les travailleurs des eaux. Contrairement à la direction travailliste, qui craint d'être identifiée avec des actions militantes qui risqueraient de ternir son image électorale (des élections générales sont à prévoir dans le courant de cette année), l'extrême gauche explique que la seule façon pour le Parti travailliste de mordre sur les dix points d'avance que possède Margaret Thatcher, d'après les sondages d'opinion, est de construire la mobilisation qui pourra faire céder le gouvernement et redonner confiance aux travailleurs.



ABONNEZ-VOUS
A INPRECOR



« Pour le pain et la liberté, 1956 », manifestation à Poznan en juin 1981. (DR)

Liberté pour Romaszewski et ses camarades !

Lundi 24 janvier s'est ouvert à Varsovie le procès des premiers animateurs de « Radio Solidarnosc » de Varsovie, créée en avril 1982. Les chefs d'accusation retenus contre les dix militants inculpés relèvent de l'article 282 du Code pénal (« incitation publique à la désobéissance »), qui prévoit une peine allant jusqu'à dix ans de prison, et des articles 46 (« poursuite des activités syndicales ») et 48 (« diffusion de fausses informations ») du décret sur l'état de guerre du 13 décembre 1981. Ces clauses pénales permettent de condamner les prévenus à des peines de trois à dix ans de prison. L'accès à la salle d'audience du Tribunal militaire de Varsovie, où ce procès « public » se déroule, a été interdit aux journalistes, « faute de place ». Seuls les correspondants des agences officielles de presse polonaise, PAP et Interpress, ont donc pu pénétrer dans la salle.

Les deux principaux accusés, Zbigniew et Irena Romaszewski, ont un long passé de militants pour les droits des travailleurs. Ils furent, après l'écrasement brutal des grèves de Radom et Ursus contre la hausse des prix, en juin 1976, de ceux qui, les premiers, ont mis sur pied un réseau d'aide matérielle et juridique aux travailleurs persécutés et à leurs familles, réseau qui allait donner naissance, trois mois plus tard, au Comité de défense des ouvriers (KOR). Zbigniew Romaszewski en deviendra officiellement membre en 1977, lorsque son activité de contacts avec les travailleurs attira sur lui l'attention de la police. Il créa alors, avec sa femme Irena, le Bureau d'intervention du KOR, qui s'attêlera à répertorier et à répercuter les violations de la légalité et les persécutions contre les travailleurs venant en aide aux victimes de la répression. Zbigniew Romaszewski profitera également, à cette époque, d'un voyage en URSS pour nouer, au nom du KOR, des contacts avec le groupe « Helsinki » de

Moscou et avec le mathématicien dissident Andreï Sakharov. Arrêté en août 1980, après le début de la grève du chantier naval *Lénine* de Gdansk, Romaszewski sera libéré en vertu de l'accord du 31 août 1980 signé entre les grévistes et la bureaucratie. Il prend alors part, avec sa femme, à la fondation de Solidarité dans la région de Varsovie, dont il devient membre du présidium de la direction régionale.

Les époux Romaszewski organisent alors la Commission d'intervention de Solidarité dans la région, qui est chargée d'aider les sections d'entreprise à se repérer dans le magma juridique dans lequel la bureaucratie cherche à les égarer. Lors du 1er Congrès national de Solidarité, Zbigniew Romaszewski est élu à la direction nationale du syndicat. Le 13 décembre 1981, Zbigniew et Irena ont pu échapper à l'internement, mais leur fille, âgée de 20 ans, a été internée. Dans la clandestinité, ils se sont appliqués à donner au syndicat un moyen d'expression de masse, projet dont la première émission radio, à la veille du 1er Mai 1982, sera le résultat. Membre du Comité exécutif régional clandestin de Solidarité, Zbigniew Romaszewski aura été de ceux qui, les premiers au sein de la direction, auront mis l'accent sur la nécessité de renforcer les structures clandestines, par le développement des comités de coordination interentreprises. C'est en partie grâce à l'activité des militants de « Radio Solidarnosc », qui ont appuyé, contre l'avis de la majorité des dirigeants syndicaux de Varsovie, l'appel du Comité ouvrier interentreprises (MRKS) à manifester le 1er Mai 1982, que cette manifestation a connu le succès que l'on sait. A la suite de ce succès, Zbigniew Romaszewski s'est fait le propagandiste du recours à l'arme de la grève générale. Il explique, dans une interview publiée en juin par l'hebdomadaire clandestin de Solidarité à Varsovie, *Tygodnik Mazowsze* : « Il

faut commencer les préparatifs de la grève générale. (...) Il doit s'agir d'une grève générale nationale avec autodéfense active des entreprises. A Varsovie, la grève d'occupation devrait être le fait de 20 ou 30 grandes entreprises, les autres faisant une grève d'absentéisme de soutien. A part cela, des manifestations, des défilés qui immobiliseraient une partie des forces répressives. Si la situation devient grave, le pouvoir ne pourra, à mon avis, pas compter sur l'armée ni même sur la milice. Quand un bataillon refuse de tirer ... En février 1917, un petit détachement des cosaques est passé du côté des manifestants, et un mois plus tard, le tsar n'était plus ... » A cause du rôle politique et organisationnel qu'ils ont joué dans la résistance, Romaszewski et ses camarades sont devenus les personnes les plus recherchées de Varsovie. Après plusieurs tentatives infructueuses, la police en arrêtait une partie en juillet 1982, puis d'autres le 31 août. Ce procès doit être, pour la bureaucratie, l'occasion de se venger de ces quelques militants exemplaires.

A Varsovie, « Radio Solidarnosc », qui a repris, après plusieurs mois de silence, ses émissions régulières le jour de l'ouverture du procès, a appelé la population de Varsovie à soutenir les accusés en se rendant devant le siège du Tribunal militaire durant le procès, et en envoyant des cartes postales à Romaszewski et à ses camarades à la prison où ils sont détenus : Zakład Karny, Warszawa, ul. Rakowiecka, Pologne.

C'est à tous les travailleurs de répondre à cet appel, en écrivant aux accusés :

— Liberté pour Romaszewski et ses camarades !

— Libération de tous les prisonniers politiques en Pologne !

— Solidarité vit et vivra ! ■

Cyril SMUGA
2 février 1983.